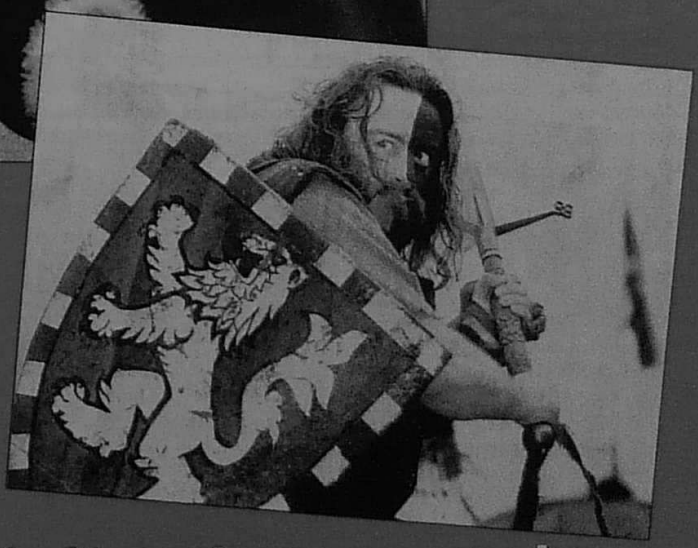
COMBAT BRETON

Kazetenn Emgann

Photo L. Blonce



GOUEL BROADEL

ar BREZHONEG

an distro e Speied

Corse, Kanaky, Ecosse : l'indépendance en marche

Combat Breton / Kazetenn Emgann Niv.162 15 a viz Mae (mai) -15 a viz Even 1999 (juin) - 15 lur/2,30 euros

Edito

Corse, Kanaky, Ecosse :

l'indépendance au bout du chemin

Trois élections dans des situations politiques et institutionnelles pourtant bien différentes viennent de marquer la progression plus ou moins rapide de l'indépendantisme dans des pays sous domination française ou britannique.

Avec près de 17% des suffrages, la coalition indépendantiste «Corsica Nazione» envoyait le 14 mars 8 élus à l'Assemblée de Corse. Depuis «l'affaire Bonnet» a catalysé les retrouvailles entre frères ennemis du mouvement national. Le 15 mai, ce sont plusieurs milliers de personnes qui ont défilé in Aiacciu à l'appel de 14 organisations nationalistes pour réclamer une solution politique et un nouveau statut pour la Corse.

Alex Salmond, leader du SNP : *«Vers la liberté nationale et l'indépendance»*

Le 9 mai, les élections des assemblées provinciales et du Congrès du territoire en «Nouvelle Calédonie» (Kanaky) ont fait perdre la majorité absolue aux anti-indépendantistes du R.P.C.R. Le F.L.N.K.S. quant à lui emporte 18 sièges sur les 54 du Congrès appelé à élire en juin le gouvernement de Nouvelle Calédonie. Par dérogation de la loi républicaine française, les habitants de cet actuel territoire d'Outre-Mer vont obtenir la citoyenneté calédonienne.

En Ecosse, les indépendantistes du S.N.P. ont emporté le 6 mai, 35 des 129 sièges lors des élections du nouveau Parlement écossais et représentent ainsi la deuxième force politique du pays après les Travaillistes (56 sièges) et avant les Conservateurs (18 sièges). Alex Salmond, leader du S.N.P. a aussitôt déclaré que le Parlement «devait emmener la nation écossaise vers la liberté nationale et l'indépendance». En parallèle, au Pays de Galles, les nationalistes de Plaid Cymru arrivaient en seconde position après le Labour Party à l'élection de la nouvelle Assemblée galloise.

Citoyenneté calédonienne, Parlement écossais, Assemblée galloise, revendication d'un nouveau statut pour la Corse, autant d'avancées qui participent de l'évolution inéluctable de chacun de ces peuples vers l'indépendance.

Pourquoi ce qui est bénéfique et légitime pour les Ecossais ou les Kanaks ne le serait-il pas pour nous, Bretons ? La Bretagne n'est ni une région ni une province mais notre Pays et à l'instar des Gallois qui ne sont pas des Anglais, les Bretons ne sont pas des Français.

A l'occasion du débat électoral européen, nous ne manquerons pas de rappeler que l'indépendance politique est à terme la seule alternative à même de garantir notre avenir en tant que Peuple, dans une Europe ouverte et solidaire.

H.B.

Charte européenne : le combat continue

L'état français a enfin signé la Charte européenne des langues minoritaires. Comme prévu, il l'a fait de manière minimale : 39 articles sur 98. Autant dire une Charte au rabais. Cette signature n'a d'ailleurs pas grande valeur, puisque Jacques Chirac a tout de suite décidé de saisir le Conseil Constitutionnel et que les jacobins de droite (Pasqua, de Villiers) comme de gauche (Chevènement et consorts) mobilisent déjà leurs troupes pour empêcher la ratification qui devrait avoir lieu en l'an 2000 au parlement.

Cette signature n'est qu'une mascarade. Comme l'avouait Pierre Moscovici, ministre des affaires européennes, en signant la Charte : «l'emploi du terme «groupe» de locuteurs ne confère pas de droits collectifs pour les locuteurs des langues régionales ou minoritaires». Voilà qui est clair : on signe la Charte pour calmer les esprits, mais la purification linguistique va continuer.

Quant aux élus locaux bretons qui se réjouissent aujourd'hui de cette signature, ils doivent savoir que la langue bretonne est autre chose qu'un simple hochet qu'on agite en période électorale et qu'ils peuvent agir à leur niveau pour faire en sorte que le breton soit à nouveau la langue quotidienne des Bretons. On les a beaucoup vus dernièrement se pavaner à propos de la langue bretonne : qu'ils agissent plus et s'agitent moins.

La langue bretonne ne sera sauvée que quand elle sera dotée d'un statut officiel, qu'elle sera enseignée dans toutes les écoles avec le personnel nécessaire et qu'elle sera diffusée quotidiennement à la télévision et à la radio.

Pour Emgann, Ronan MENARDEAU

Mais qui sont les terroristes ?

Les récents événements en Corse relèvent le véritable visage de l'Etat colonial français, qui prétend restaurer l'état de droit en criminalisant et en salissant le mouvefiert national corse et particulièrement les indépendantistes.

Nous ne pouvons croire que de tels agissements puissent avoir lieu en Corse sans que le proconsul Bonnet ne soit au courant et sans que M. Chevènement ne le couvre.

- Nous demandons donc la démission du préfet Bonnet et de M. Chevènement ainsi que leurs mises en examen pour «tentative de destruction de biens privés en liaison avec une entreprise terroriste».

- Nous exigeons la remise en liberté de tous les patriotes corses emprisonnés en France.

En Corse comme en Bretagne et comme dans toutes les colonies françaises, le seul statut qui permettra un cadre démocratique c'est... l'indépendance.

(Communiqué diffusé avant l'arrestation du préfet Bonnet. De nouveaux éléments viennent justifier la teneur de ce communiqué)

EMGANN

Emgann. Emsav sokialour evit dieubidigezh vroadel Breizh. BP 71. 22202 Gwengamp. Pellcier : 02.96.44.09.24.
Nouvelle adresse de notre site internet : **http://www.maxi-web.net/emgann**

EMGANN, kazetenn EMGANN/Organe du mouvement EMGANN. **Rener ar gazetenn**/Directeur de la publication : **Denez Riou. Responsable de la Rédaction :** Herve ar Beg. **Mouler**/Imprimerie : **Imprimerie Henry Péderneg. Chomlec'h**/Adresse : **BP71 - 22202 Gwengamp Cédex. Komanant**/Abonnement : **150 L. Bep miz**/Mensuel **CPPAP :** N° 65664. **ISSN :** 0763 5392

Le 1er mai à Nantes

Cette année, le 1er mai, n'était pas unitaire en pays nantais. Le Comité Emgann de Nantes tenait tout de même à prendre part à cette journée internationale de lutte contre l'exploitation salariale à sa façon.

Nous nous sommes donc rendus au rassemblement organisé par la CGT, où nous avons défilé Gwenn Ha Du au vent aux côtés notamment des militant(e)s du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) qui avait énormément mobilisé pour cette initiative qui a rassemblé environ 700 personnes.Un tract bilingue dont nous reproduisons la version en breton a été diffusé à cette occasion.

1an a viz mae en Naoned
A-enep da Europa ar fliked hag ar batroned aozomp hor dieubidigezh !

War an dachenn lec'hel, ez eus muioc'h-mui a stourmoù bihan a-enep d'an 35e, a-enep d'ar goproù izel, a-enep d'an dilabour, ha kement-se daoust d'en tagadennoù a-enep d'ar sindikalourien. N'eo ket awalc'h, dav eo mont kalz pelloc'h, met evitober kement-se eo ret deomp kaout ur sindikalouriezh stourm, a baouezfe gant kenlabour ar renkadoù, gant ar greizennañ ha gant tammatañ ar stourmoù, abalamour d'an traoù-se ez eo mat tre an disemglev etre ar CGT hag ar CFDT e bro Naoned.

An intrudu galvet «**Un tren digoust evit mont da Goln**» zo un dra vat ivez, peogwir ez a war-zu an digousted, ar c'hengred gant al labourerien divroet, ar c'henskoazell etre ar pobloù hag o gwir da vezañ mestr en o bro, ha difenn a ra ar gwir evit ar re zilabour hag al labourerien da veajiñ ha kement-se d'ar mare ma vez prientet dilennadegou Europa ha ma seblant neuze, politikourien an tu-kleiz pe an tu-dehou, a-du mod pe vod evit sevel Europa evit ar batroned hag ar fliked.

Muioc'h evit kustum c'hoazh, eo ret lakaat an dud da glevet ur vouezh all, en ur stourm evit sevel un demokratelezh lec'hel evit mad al labourerien ha ket evit hm ar gounid.

- Stourmomp evit ma vo tu d'al labourerien da veajiñ, evit ar c'hengred hag a-enep d'an Europa Gwenn !
- Stourmomp evit ma vo roet d'an holl ur yalc'had asur, a-enep d'al labour dibad, a-enep d'ar yalc'hadoù forañ roet d'an embregerezhioù !
- Stourmomp eta evit ur vro dieub, unvan, brezhoneger ha sokialour !

War an dachenn etrebroadel e rankomp, evel just, bezañ kengred gant pobl Kosovo o stourm a-enep da Serbia, n'eus ket tu da asantin bombezadeg an OTAN, na sikouront tamm ebet enebourien Milosevic. An aozadur-se savet e-pad ar brezel yen a embann difenn Kosovo en ur brientiñ he disrann hag en ur nac'h war ar memes tro reiñ armoù d'an UCK, a zo a-du e gwirionez gant gwaskerezh pobloù Palestina ha Kurdistan. Ne faot ket deomp kennebeut bezañ mesket gant ar re sañset «komunour» hag «ar re a zifenn gwiriou mab den» a renkfe stourm evit gwiriou ar pobloù met a nac'h anzav e wask bro-frañs un toullad broadoù : Breizhiz, Euskaniz, Okitaniz, Kataluniz, Korsiz, Kanaked, Maoriz, Martinikiz, Gwadaloupiz, Guyaniz... en ur virout oute ober diouzh o c'hoant evit o bro pe evit o yezh.

- Nann d'ar bombezadegoù !
- Bezomp kengred gant disujidi ha dezertourien Serbia ha Montenegro !
- Armoù evit UCK !
- Kosovo dizalc'h !
- Ra vo degemeret muioc'h a repuidi !

Langue bretonne
Ce que peuvent faire les élus selon le Conseil Culturel de Bretagne

A l'heure où le Conseil Régional demande le «droit à l'expérimentation», peut-il trouver meilleur terrain pour l'exercer que celui du développement de la langue bretonne ? Bernard Poignant, dans son rapport au Premier Ministre, considère aussi que la Région doit être la collectivité compétente en la matière.

A transfert de compétence, transfert de financement : la Bretagne doit obtenir, dans le cadre du plan Etat-Région actuellement en cours d'élaboration, les moyens financiers de sa politique de développement de l'enseignement du breton.

Comme ce fut le cas pour la Charte Culturelle en son temps, il conviendra d'associer le Conseil Général de Loire-Atlantique à toute initiative du Conseil Régional, jusqu'à ce que le vœu de réunification de la Bretagne, émis par celui-ci à la quasi unanimité, soit réalisé.

L'action du Conseil Régional peut revêtir plusieurs aspects :

- Expression (par le vote de motions et autres interventions en direction du gouvernement) de la détermination des Bretons à aboutir sur un certain nombre de dossiers, actuellement du ressort de l'Etat : insertion de Diwan dans un service public d'enseignement en Bretagne, mise en place de concours de recrutement spécifiques, croissance de la dotation budgétaire en postes d'enseignants ;
- initiatives propres, telles qu'une campagne de promotion de l'enseignement du/en breton, l'augmentation de l'aide à la production pédagogique (TES) et aux écoles Diwan, le soutien au projet de centre de formation commun aux trois secteurs ;
- exercice d'un droit de vigilance envers la politique du Rectorat, des Inspections Académiques, des Directions Diocésaines et de Diwan en matière d'enseignement du/en breton, et même d'un droit de suivi lorsque la Région s'engage financièrement ;
- partenariat plus étroit avec le Conseil Culturel de Bretagne / Kuzul Sevenadurel Breizh (force de proposition) et l'Office de la Langue Bretonne / Ofis ar Brezhoneg (évaluation et prospective) pour la mise en place des projets.

Le Conseil Culturel de Bretagne demande donc au Conseil Régional de Bretagne d'inclure le développement de l'enseignement en/du breton au prochain Contrat de Plan 2000-2006.

Stourm Diwan evit ur statud a servij publik hag evit hol lise e Karaez

10 000 a dud deuet d'ar 27 a viz Meurzh 1999 da vanifestiñ da Garaez evit ma vo digoret doriou hol Lise e Karaez da-gêrver an distro-skol 1999, hag evit ma vo roet ur statud a servij publik da Ziwan, evel ma c'houlennomp abaoe 22 vloaz ma 'z 'eus ac'hanomp !

Un taol brav eo bet ar vanifestadeg-se. A-drugarez da familhoù ha mignoned Diwan hag ar brezhoneg, a oa deuet a-vil-vern. Hag a-drugarez d'ar vanifestadeg-se eo emañ krog an traoù da loc'hañ 'kostez Pariz !

Gwall garget eo implij-amzer Andrew Lincoln hag izili all burev Diwan Breizh er mare-mañ. Stank eo an emgavioù gant dileurdi ar Stad C'hall, ha gant dilennidi eus Breizh, eus kement liv politikel a zo (deputeed, kuzulierien rannvro ha departamant, maered...).

Ya, un taol brav eo bet ar vanifestadeg-se. Met ret e vo decomp marteze dont en-dro da vanifestiñ da Garaez. Rak Diwan en deus embannet e vefe aozet ur vanifestadeg all e Karaez d'ar 5 a viz Mezheven, ma ne welomp ket araokadennoù a-walc'h o tont a-benn ar 15 a viz mae.

Hag ac'hanen-di, ne chomimp ket da soñjal, hor genoù digor war nav eur !

N'eus dibab all ebet dirazomp. **En arvar a vefe lakaet kement skol Diwan a zo, ma ne zeujemp ket a-benn da gaout ur statud a servij publik.**

Bec'h dezhi, tudoù !

(in Kannadig Diwan)

Photo L. Blonce

Agriculture et indépendance

Thème d'un débat à Saint-Vincent-sur-Oust

«Quelle agriculture pour la Bretagne de demain ? Quelles chances pour l'agriculture et l'agro-alimentaire dans une Bretagne autonome ou souveraine ?» Tels étaient les sujets adorbés lors d'un débat organisé par un collectif associatif et EMGANN, dans le cadre de la 2ème Marche pour l'Indépendance, le 3 avril dernier.

Le caractère novateur et avouons-le, plutôt déconcertant pour certains des participants invités à débattre n'a pas empêché 5 représentants du monde agricole breton d'accepter l'invitation. Il s'agissait de Georges Le Tellier, ancien directeur de la Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne (4 dép.) et coordinateur de la rédaction de l'ouvrage collectif : *«L'espoir breton du 21ème siècle»*, publié chez Coop Breizh en 1998, Eugène Le Breton, producteur laitier du pays de Redon, élu FDSEA à la Chambre d'Agriculture du Morbihan, Guy Coueffard, élu Confédération Paysanne à la Chambre d'Agriculture du Morbihan, Jean-Yves Kere, permanent syndical CFDT-FGA 22 (agro-alimentaire), Edouard Morvan, bien connu dans le monde agricole pour son activité au sein des Travailleurs Paysans et de l'A.D.S.A.D. (Soutien aux Agriculteurs en difficulté). Les débats étaient menés par Thierry Jolivet, Hervé Ar Beg du Secrétariat National représentait le mouvement EMGANN.

De gauche à droite : Georges Le Tellier *(«L'Espoir Breton»)*, Eugène Le Breton *(FDSEA)*, Jean-Yves Kere *(CFDT)*, Thierry Jolivet *(animateur)*, Guy Coueffard *(Conf. Paysanne)*, Edouard Morvan *(ADSAD)*, Herve ar Beg *(Emgann)*. Photo Louis Blonce

Afin de situer le débat, Hervé Ar Beg rappelait tout d'abord les positions du mouvement dans une perspective indépendantiste. Il ne s'agit pas de brandir un drapeau et en l'occurence de défendre l'agriculture bretonne façon «modèle breton», à la Gourvennec et autres Roué, mais de changer de système économique. Pour autant il ne saurait être question de banir l'histoire d'un trait de plume en oubliant les efforts des paysans bretons pour créer une agriculture puissante largement inspirée par un esprit coopératif à ses débuts. Mais, aujourd'hui, il faut se rendre à l'évidence, la première «région agricole de l'hexagone» connaît de graves crises qui, après avoir touché les secteurs du lait et des légumes touchent à présent l'élevage bovin et porcin en hors sol. Le revenu des agriculteurs bretons dans leur ensemble s'abaisse et leur nombre ne cesse de diminuer au profit des plus gros qui ne cessent d'agrandir leurs exploitations.

Aujourd'hui, il s'agit de prendre en compte les nouvelles conjonctures aux plans économique et politique que génèrent la nouvelle politique agricole commune au niveau européen, les règles de l'O.M.C. et la loi d'orientation agricole au niveau hexagonal. Qu'apporte dans ce contexte la perspective indépendantiste ? Force est de constater que les agriculteurs qui disposent d'une institution gouvernementale souveraine sont mieux à même de défendre leurs intérêts. C'est le cas de l'Irlande qui renforce ses aides européennes et obtient un supplément de quotas laitiers.

C'est le cas des Pays Bas et du Danemark qui ont les moyens de garantir leurs politiques d'exportation. C'est aussi le cas de l'Allemagne qui tire bénéfice de ses structures décentralisées.

Pour EMGANN, il est indispensable d'explorer de nouvelles pistes qui conjuguent les intérêts des agriculteurs actuellement victimes des systèmes bancaires et «coopératifs» qui les poussent à la surproduction et à la faillite et les intérêts de la société bretonne mise à mal par un état et un système économique qui engendrent le chômage, l'exode et la pollution. Tout cela s'entend dans un esprit de concertation et de solidarité en Europe et dans le monde dans la mesure où la Bretagne indépendante ne saurait vivre dans un régime autarcique à l'«albanaise».

Autant de questions qui ont suscité des réactions et des interrogations de la part des participants. Voici quelques extraits de leurs interventions :

Georges Le Tellier («L'espoir breton»)

«J'ai participé, en tant que coordinateur à la rédaction du livre *«Espoir breton»*, paru aux éditions Coop Breizh. Cet ouvrage a été conçu dans le cadre de la Bretagne historique. Comme la main a cinq doigts, la Bretagne a besoin de ses cinq départements. Pas de doute là-dessus ! Nous avons donné beaucoup d'importance à la mer et à notre façade maritime. La culture bretonne est une dimension essentielle comme facteur de réunion de la Bretagne. Au plan agricole, il faut prendre en compte l'environnement».

«Le quantitatif doit faire place au qualitatif. Il faut condamner le productivisme. L'agriculture est devenue trop dépendante des subventions européennes. La P.A.C. finance la pollution. Le maïs accroît les stocks de viande bovine européenne. Il vaut mieux arrêter de financer la jachère et appliquer le système Pochon. En parallèle, on assiste à une perte importante d'actifs. Les subventions aux pays riches sont un handicap considérable pour les pays en voie de développement».

(N.D.L.R. : propos surprenants de la part d'un ancien directeur de la Chambre régionale d'Agriculture qui a soutenu le «modèle breton» jusqu'à sa retraite...)

Edouard Morvan (A.D.S.A.D.)

«L'indépendance, il faut la souhaiter parce-qu'elle est inscrite dans l'histoire. Nous disparaîtrons de l'histoire s'il n'y a pas de rupture avec les dépendances actuelles. L'indépendance est un projet à terme».

«Je pense aux paysans basques qui disent : «nous ne voulons pas faire du Pays Basque une deuxième Bretagne» à savoir introduire chez nous le fameux «modèle breton».

«Il nous faut une devise basée sur l'entraide et la solidarité».

«Il faut créer un nouvel humanisme. Il faut éliminer les pollutions, réduire les dépendances, remettre le taylorisme et la course au rendement en cause. En développant la recherche en Bretagne on produira mieux avec plus d'agriculteurs».

« A travers le Conseil Régional il faudra territorialiser la politique agricole».

«L'agriculture doit être remoralisée».

Jean-Yves Kere (C.F.D.T)

«La situation actuelle de l'agriculture n'est pas le fruit du hasard. En Bretagne, il n'y a pas de minerai ni de charbon. La matière première a été la production agricole. Face à la misère des campagnes le développement agricole a permis de vivre».

«Aujourd'hui, on a laissé faire la loi du marche. Aujourd'hui, entre 70 et 80 000 salariés vivent en Bretagne (5 dép.) avec des fortunes diverses.»

«Les industries agro-alimentaires sont des outils flamboyants, mais qu'en est-il de leur santé financière ? En Irlande comme en Bretagne, on a affaire à une main-d'oeuvre docile et bon marché».

«Le monde agricole a pratiqué la politique de l'autruche».

«Stupéfiante, la capacité des producteurs de porcs à pleurer sur leurs congénères !».

«En 2005, 60 % de la production agricole sera assurée par des salariés. Ils représentent actuellement 1/3 de la production agricole».

«En porc et en volaille, la seule régulation c'est l'environnement».

«On assiste à l'arrivée de grands groupes avec des centres de décision extérieurs. Mais la valeur ajoutée de l'industrie agro-alimentaire bretonne est très faible à part Evan et la Cooperl. Les autres sont en difficulté et sont protégés par leurs statuts coopératifs.

«L'indépendance ? Il faut garder le volume de production mais le répartir autrement en gardant des centres de décision à proximité».

«En France, les D.D.A. sont centralisées et les départements ont généré des chapelles. Il faut les supprimer au plus vite».

«La Bretagne peut se réunir sur des projets communs. Les problèmes de l'eau et de l'environnement sont à traiter localement. Il faut proposer une reconversion et redonner la parole aux gens».

Guy Coueffard (Confédération Paysanne)

«Pas un éleveur ne doit disparaître. Il faut maîtriser la production et la répartir entre les paysans au niveau Bretagne et Europe».

«Où va l'argent de la production porcine ? La terre sert de poubelle à lisier à 270 000 F l'hectare !».

«La durabilité, ce sont des exploitations qui tiennent la route».

«La qualité des produits : des poulets fermiers, des porcs sur paille, et pas des vaccins et des hormones : les pollueurs doivent payer».

Eugène Le Breton (FDSEA)

«La maîtrise de la production, on en parle chaque fois qu'il y a une crise. Après on n'en parle plus. La maîtrise ne peut être qu'européenne, mais certains sont contre».

«Il faudra travailler autrement. Les volailles label peuvent être une bonne chose. Mais il ne faut pas qu'on perde nos emplois et nos outils de production».

«La Bretagne et monde», le débat n'a pas été abordé. Au plan breton, les F.D.S.E.A. 56, 35 et 44 travaillent ensemble dans le pays de Redon».

On le voit, tous les aspects du monde agricole breton n'ont pu être abordés et beaucoup de questions sont restées sans réponse ou n'ont provoqué que des silences gênés chez certains des participants. Quoi de plus normal quand on sait comment la «profession» agricole a vite appris les réflexes des organisations politiques et syndicales françaises hypercentralisées, incapables d'imaginer d'autres cadres de réflexion que le cadre français.

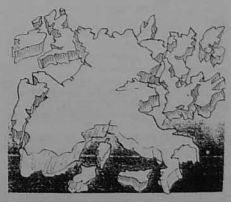
Pour autant, ce débat, une première, a eu le mérite d'exister. Il en appelle d'autres afin que nous soyons à même dans le domaine agricole comme dans les autres secteurs de la vie de notre Peuple de soumettre à nos compatriotes bretons des analyses et des propositions pour avancer dans la voie d'une Bretagne indépendante, solidaire et ouverte au monde.

Une politique agricole suicidaire

Le 26 mars à Berlin, les chefs d'états et les ministres de l'agriculture européens ont signé, après quelques modifications minimes, l'accord mis au point le 11 mars à Bruxelles. Apres avoir affirmé que le préaccord était inacceptable, Luc Guyau considère que l'accord définitif n'est pas «totalement satisfaisant». Il est vrai que la logique libérale triomphe, c'est le principal. Jean Glavanny se contente de regretter qu'il manque un signe politique de réorientation des aides et déplore qu'elles soient plus liées à la production et à la productivite qu'à l'aménagement du territoire, à l'emploi, au rôle et à la multifonctionnalité des agriculteurs.

Il n'est plus temps monsieur le ministre de faire semblant d'avoir envie de changer un peu les choses. Il est au contraire temps de changer réellement de politique agricole. La politique, c'est l'art de gérer les intérêts de la communauté qu'elle soit nationale ou européenne, et non l'art des «tripatouillages» financiers pour arranger les intérêts de ceux qui cognent le plus fort du poing sur la table.

Les primes attribuées sans aucune condition sociale ni environnementale et non plafonnées sont un affront aux citoyens qui paient l'impôt. Les aides à l'agriculture sont nécessaires sinon l'agriculture serait vouée à la seule loi du marché avec les dérives qu'elle engendre. Mais elles doivent précisément servir à éviter les dérives que sont la course à l'agrandissement, la concentration, l'industrialisation. Depuis 1992 au contraire, les aides versées sans conditions et sans plafond ont encouragé ces dérives. Elles sont donc allées à l'encontre des aspirations de la majorité des contribuables en favorisant une agriculture désastreuse socialement, agressive pour l'environnement et non satisfaisante pour le consommateur.



La réforme qui vient d'être signée à Berlin consacre la continuité de cette politique suicidaire pour la société toute entière et pour l'agriculture en particulier, en la privant des moyens dont elle a besoin pour assurer ses plus nobles responsabilités que sont celle de **produire** des denrées de qualité, d'**employer** des paysans nombreux et de **préserver** un environnement sain.

Réaffirmons haut et fort notre refus de cette réforme. Avec la majorité des paysans qui a intérêt à la mise en œuvre de nos propositions, avec nos partenaires consommateurs et défenseurs de l'environnement, nous devons nous battre pour faire échec à cette réforme.

Raymond ROBIC

(Extrait du journal de la Confédération Paysanne des Côtes d'Armor «Solidarité Paysanne» n° 100)

Adreizh politikerezh labour-douar Europa
Pennad-kaoz gant Fransoaz Louarn

Kouerez eo Fransoaz Louarn war ar saout-laezh, e Argol (29). Presidantez «Poellgor Kastellin evit an diorren» eo (Comité de développement), hag e penn G.P.A. (Groupement de Promotion des Agriculteurs) al ledenez Kraozon emañ o stourm abaoe un nebeut bloavezhioù.

Asantet he deus respont d'un toullad goulennoù diwar-benn ar P.A.C. nevez.

Da gentañ, petra eo da skouer, ar «priz-emell»*, an digoll 65% ?

Ar priz-emell a zo bet krouet evit ar c'henderc'hadoù-laezh : an amann, al laezh-poultr, an Emental. Gant Brussel eo bet gourlakaet. Adalek ar priz-se eo, e vez adprenet hon c'henderc'hadoù gant ar Stadoù («Les stocks publics») evit na yafe ket ar prizioù d'an traoñ betek re. Goude, pa ya an traoù war wellaat e vezont adwerzhet ha seul uheloc'h e sav priz al laezh diwar-se.

Petra cheñcho, e gwirionez, an adreizh* evidoc'h, kenderc'herien*-laezh ?

Ar sindikajoù a soñje dezho, ne oa ket ezhomm eus an adreizh-se evit al laezh. Mat e veze an traoù evel-se. E vit ar mare, avat, ne cheñcho netra evidomp rak deut eo *Glavany* a-benn da gilañ an adreizh betek 2005. Tabut a vo adarre e 2003. Un toullad broioù (Iwerzhon, Italia, Gresia, Spagn) en devo ar gwir kreskiñ o c'hota, daoust maz eo nevid Europa leun-chouk dija.

Hag e vo dalc'het gant ar c'hotaioù dreist ar bloaz 2005 ?

Ya, ar gwir e vo zoken da broduiñ 1,5% ouzhpenn bep bloaz adalek 2005.

Petra eo ho soñj diwar-benn tued politikerezh ar P.A.C. ?

Kargidi ar P.A.C. e Brussel a zo ar memes re hag a ra war-dro ar c'henderc'hadoù all dre vras. Un diforzh divent a spered a zo etrezomp. Ni, peizanted ar vro, a zifenn hon labour, hon doare-bevañ, an dud. Hag int a glask frankizaat an nevid* hag a gas hon labour-douar da heul, hep soñjal ouzhpenn-se en disterañ darbar* sokial evit ar gouerien !

Peseurt savlec'h en deus ar gouarnamant gall pa ouezer e vez gwerzhet 80% eus ho kenderc'had war nevid-Europa, hep darempred ebet neuze gant an nevid-bed ?

Goude 2005 e ranko pep bro Europa lakaat al laezh a-steud diouzh ar priz bedel. Rak ar Stadoù Unanet a vount Europa da gas he friziou d'e live evit kregiñ e-barzh nevid Europa, da laret eo terriñ hon «marc'had». Sklaer eo amañ spered ar G.A.T.T. hag an O.M.C. Koulskoude e vo roet ar gwir da vroioù an Urvaniezh reiñ un digoll, a sav hiziv nemetken da 65%.

Penaos e c'hello ober ar genderc'herien-laezh breizhat en em lakaat a-nevez d'an adreizh gourlakaet*-se ?

Evit ar sindikalisted e vo ret dezho da gentañ stourm evit rediañ ar Stad da zigoll anezho diouzh 100% eus an diforzh-priz. D'an eil e talc'hint da dabutal evit kilañ an adreizh pelloc'h c'hoazh.

Evidon, klask a rin keit ha ma c'hellin digreskiñ priz al litrad laezh a genderc'han. Da skouer, en ur lakaat va saout muioc'h mui war ar prajoù-geot. D'am soñj e kresko c'hoazh niver an tiez-feurm. Met meur a gouer a soñjo en em strollañ evit sevel tiez-feurm bras...

Geriaoueg : * priz-emell : prix d'intervention, * kendrec'hiñ : produire, adreizh : réforme * nevid : marché, * tued : tendance, * darbar : mesure.

L'Etat de droit
Amalgames, propagande

L'Etat de droit, notion popularisée par les socialistes en 1981, a été créé par le politologue libéral François Burdeau dans son «Traité de sciences politiques» (plus épais que «l'histoire de Bretagne» de La Bordene, mais que peu ont lu en entier...). Selon cet auteur, ceci est un **élément constitutif de l'Etat** au même titre que l'autorité, le territoire et la population. C'est dire son importance. Cette expression «Etat de droit» signifie que l'Etat est **soumis au droit,** que l'Etat doit respecter la légalité, les textes juridiques qu'il s'est donnés. Lorsque l'Etat crache sur ses lois, les piétine, on assiste à une violation de l'Etat de droit. Le respect du droit étant un élément constitutif de l'Etat, lorsque ce dernier les ignore, nous (individus) n'avons plus à faire à un Etat mais simplement à un pouvoir de fait, sans légitimité qui use et abuse de son monopole de la violence. Un bel exemple nous est donné dans l'affaire de l'hébergement des militants basques. Le gouvernement donna liberté à sa police pour pratiquer des traitements humiliants et dégradants sur les personnes interpellées et les juges violèrent délibérément la présomption d'innocence. Lorsque la légalité est à ce point violée, détournée, quelle légitimité peut avoir ce pouvoir ? Aucune.

Dans la bouche des intervenants à ce débat, l'expression «Etat de droit» était synonyme de respect de la légalité par les individus, c'est-à-dire tout le contraire. Lorsqu'un individu ne respecte pas la loi, il y a **violation de la légalité.** Si les juristes ont créé deux expressions différentes, c'est bien pour les différencier, c'est bien qu'elles ne sont pas de même nature. Par un glissement de sens, les intervenants à cette émission se sont transformés en propagandistes zélés de ceux qui nous gouvernent.

En France, pays ou est profondément enraciné le culte de l'Etat, l'inconscient collectif est imprégné par cette maxime que «l'Etat ne saurait mal faire». Les gouvernants complètent cette dernière par d'autres comme «Tel est notre désir», «l'Etat c'est moi», etc. et confondent délibérément légalité et légitimité. Toute violation de la légalité est pour eux violation de la légitimité. Entre parenthèse, ils oublient qu'en 1940, le gouvernement de Pétain était légal mais illégitime et que celui de De Gaulle était légitime mais illégal. De ce fait-là, la doctrine française de l'Etat ne s'est jamais remise.

Le chef de la «bande à Bonnet»

Poussant le bouchon plus loin, les autorités et leurs fidèles serviteurs pratiquent un autre amalgame : après avoir fait la confusion légalité et légitimité (donc à contrario illégalité et illégitimité) vient celle d'illégitimité et de crapulerie. Selon eux, toutes les actions des militants corses ne sont que des infractions de droit commun, œuvres de maffieux qui n'ont aucun objectif politique. Et dans ce cas, tous les moyens pour rétablir la légalité sont permis (...), carte blanche est laissée à l'appareil répressif.

Futur amalgame : après celui des militants nationalistes corses assimilés à des bandits, viendra celui qui établira l'égalité entre les militants basques, bretons et les militants nationalistes corses donc bandits, d'où par translation, tous les militants nationalistes sont bandits. Dans ce jeu-là, il faut déplorer l'attitude de ceux qui, en Bretagne, avides de reconnaissance lorsque le moindre pet se produit, s'empresse de condamner les auteurs, déplore la violation de la légalité, met sur le même pied bourreau et victime et affirme sa soumission à la légalité (même si cette dernière est illégitime) et à ceux qui nous gouvernent.

Voilà comment procèdent nos ennemis dans leur propagande en mélangeant le sens de tous les mots. Quelle crédibilité accorder à ce slogan : «La France, pays des droits de l'homme» lorsque nous subissons une telle propagande ? La réponse est donc la question. Lorsque l'Etat en est arrivé à se renier à ce point, c'est sûrement que sa fin est assez proche. Oui, la France c'est une merde comme le disait Glenmor.

Article paru dans Combat Breton n° 133 - Décembre 1996

Les récents événements qui viennent de se produire en Corse (destruction d'une paillotte par les gendarmes sur ordre du préfet) illustrent très bien ce que nous disions voici plus de deux ans : l'Etat de droit n'est qu'un slogan agité par les autorités auquel elles ne croient même pas. Comment peut-on parler d'Etat de droit lorsqu'un arrêt de la Cour de Cassation datant des années 70 affirme péremptoirement qu'il faut obéir aux ordres illégaux de l'autorité légitime ?

Ces agissements hautement condamnables des autorités françaises n'ont pas lieu qu'en Corse ; la Bretagne n'est pas épargnée. Nous publions aussi ce paragraphe de la déclaration de l'A.R.B. (Combat Breton, n° 128-129) : «Nous affirmons donc que le mystérieux «Askell groc'henn» (chauve-souris en français et batman en anglais) de la mystérieuse ABL, qu'il soit un provocateur de la police, un groupe incontrôlé ou un individu énervé, ne peut éventuellement revendiquer que la tentative d'assassinat sur la personne du maire de Surzur. Le fait qu'il revendique les trois actions de l'ARB contre les compagnies des eaux relève de la tentative d'amalgame. Nous ne saurons tolérer ce procédé d'où qu'il vienne». Voilà des rappels très intéressants et qui donnent lieu à de fructueuses méditations...

Hervé PERSON, salarié agricole

«Nous, les gueux»
Témoignage d'une chômeuse

Photo Louis Blonce

1999. Je n'ai que trente-trois ans, ce qui, en âge humain devrait paraître peu, et cependant, telle une machine obsolète, me voilà jetée à la poubelle des objets usagés, sans possibilité d'appel... à une époque où l'on parvient pourtant à recycler la quasi-totalité des déchets, y compris les moins de trente ans qui avaient tellement manifesté contre le C.I.P. et qui constituent aujourd'hui ces cohortes d'emplois jeunes qui attendent sagement l'âge du R.M.I.

La plupart d'entre nous ne dit rien, ne se révolte même plus en regardant évoluer ce monde dans la plus parfaite froideur. Quant aux autres, ils se partagent entre les désespérés et les enragés qui n'ont plus, l'un comme l'autre, qu'un objectif de destruction que ce soit à leur encontre ou contre les autres. En ce qui me concerne, il serait exagéré de parler de révolte ou de rage. Je n'éprouve, en fait, qu'une simple nausée et de la honte. La honte que provoque l'humiliation de l'inscription aux ASSEDIC puis à l'ANPE. La honte d'être obligée de fournir un certificat d'hébergement parce que le bail du logement dont je paye le loyer pour moitié n'est pas à mon nom et que seule la signature du titulaire du bail a une valeur. Déjà la mienne n'est plus rien. Humiliée aussi par mes anciennes collègues en poste - bien involontairement d'ailleurs, mais plutôt par maladresse - par leurs regards de pitié, leurs gestes de charité et l'oraison funèbre qui suivent votre entrée dans le monde du chômage, quand on se contenterait de ce qu'en silence quelqu'un vous prenne dans ses bras pour que vous puissiez pleurer, tout simplement. Mais seuls les chômeurs peuvent se comprendre entre eux dans ces moments-là. Les autres se contentent de parler de vos problèmes, ce qui les rassure sur leur capacité à la pitié et sur votre devenir.

Et devant vos amis, vous souriez, pour ne pas pleurer. Déjà vous ne faites plus partie de leur monde. Leur malaise face à vous s'accroît. Ils vous racontent leurs anecdotes de travail. Vous n'avez rien à leur offrir en échange de ce pittoresque moment, cette tranche de vie. En fait, vous n'avez plus rien à dire. Vos conversations avec eux, deviennent leurs monologues. Et peu à peu, vous vous retrouvez seul, tant il est vrai que lorsque vous avez des problèmes, lorsque vous allez mal, un périmètre sanitaire s'instaure autour de vous. Vos amis d'hier ne sont soudain plus là. Vous êtes seul, désespérément seul. Plus rien ne vous retient, plus personne n'est là pour vous. Les autres ont tellement d'occupations. Vous, vous n'avez plus rien, rien que des horaires qui ne sont plus les vôtres, rien qu'un grand vide qui vous attire chaque jour un peu plus. Et il arrive que vous ayez très envie d'y basculer, enfin, pour ne plus souffrir, ne plus rien voir, ne plus rien entendre, cesser d'étouffer dans ce silence, dans ces murs de solitude, qui vous enferment et vous brisent.

Pourtant, il m'arrive de penser que ce n'est pas moi que l'on devrait plaindre, mais ceux qui détiennent les pouvoirs législatif et décisionnel, ceux qui ont du travail. Je me suis aperçue que le sous-humain, le sous-produit de l'humanité que nous sommes sensés être, une fois dépouillé de notre droit au travail, ce n'était pas nous, mais tous ceux qui participent à cette gigantesque et sinistre farce. Tous ceux qui, se retranchant derrière des textes fuligineux, abscons, brandissent comme un étendard sanglant (celui du 14 juillet) leur pouvoir de vie et de mort sur des gens qui ne sont que des numéros de dossiers. La différence entre l'administration, les institutions et moi, c'est que je rencontre tous les jours des êtres vivants, faits de chair et de sang, dotés d'un visage, d'une identité propre, qui m'ont apporté, parfois, un peu de chaleur, un peu de tendresse, mais dont j'ai surtout pu mesurer la souffrance, le mal-être, le désespoir et pour lesquels j'aurais forcé chaque porte, chaque barrière qui se seraient dressées devant moi. Mais l'administration, cette nébuleuse tentaculaire, qui ressemble de plus en plus à un trou noir, cette administration qui se dresse tous les jours contre nous, lorsque nous devons tendre la main, n'est plus qu'une machine à faire des statistiques et à nous mettre en fiches.

Me retrouver au chômage une fois de plus, m'a remis en mémoire toutes ces expériences passées, parmi lesquelles l'une devrait vous faire comprendre combien sont éloignés nos deux mondes, tant il est vrai que chômeurs et travailleurs ne vivent plus sur la même planète depuis longtemps.

Mais plantons plutôt le décor. Octobre 1997. Je venais de demander le renouvellement de mon Contrat Emploi Solidarité. M'étant vu opposer un refus, j'avais décidé d'écrire à la personne chargée de mon dossier, pour lui faire part de ma façon de penser. Ce monsieur, visiblement traumatisé par ma lettre, avait pris contact avec moi, pour que nous puissions discuter. Rendez-vous avait été pris et je m'y rendis...

J'avais en face de moi un fonctionnaire, un pur, un dur, un vrai, un tatoué, à l'air compassé et affable. Ce qui lui importait, ce fut d'ailleurs son entrée en matière, n'était rien moins que me faire dire que j'acceptais une décision somme toute réglementaire. Et chacun sait que le règlement est au fonctionnaire et à l'administration ce qu'est le poumon artificiel au coma profond. Soyons justes, j'avais osé discuter du bien-fondé du règlement, ce n'était pas tolérable.

Ce fonctionnaire, digne d'éloges, parfait dans son rôle, très maître de lui-même, poli au-delà de toute espérance, n'élevant jamais le ton, a prélevé trente longues minutes sur son temps précieux, durant lesquelles il m'a proposé un argumentaire impeccable, infaillible. Que dire de son attitude de componction lorsque, les yeux baissés, il m'a parlé de trois mille cinq cents dossiers mensuels qu'il doit traiter, de l'enveloppe budgétaire, de l'impossibilité de nous aider dans laquelle les gens se trouvent, de peur de perdre eux-mêmes leur emploi, de la nécessité pour les chômeurs de se débrouiller par leurs propres moyens, etc.

Ce à quoi j'ai répondu par l'évolution supposée de notre civilisation, la richesse de notre pays, le fait que chaque dossier représente un individu, que chaque individu est un être original et digne d'un intérêt particulier. Au sujet des enveloppes budgétaires, j'ai rappelé que je devais mon C.E.S. à un fond d'enveloppe, déjà, tout en précisant - mais peut-être était-ce trop dur - qu'il est toujours gratifiant d'apprendre que l'on est un fond d'enveloppe. Je me suis aussi demandé, à voix haute, devant ce pauvre homme, pourquoi la partie de nos impôts affectée à la charité était ainsi divisée en plusieurs enveloppes, dans la mesure où elle devait parvenir aux mêmes personnes ? Les mystères du budget sont encore plus impénétrables que ceux de la Création. Et pour les profanes que nous sommes, il n'est pas évident de comprendre que de cette affectation dépendent les nouvelles statistiques sur le chômage. Je lui ai aussi fait part de mon désarroi quant à la déconcertante facilité avec laquelle on confie des postes à haute responsabilité à des directeurs, que l'on laisse libres de leurs mouvements et de dilapider l'argent public, sans opérer le moindre contrôle, alors que je devais justifier de mes démarches, chaque mois, afin d'obtenir l'aumône de mes allocations chômage. J'ai rappelé que toute fausse déclaration serait susceptible de provoquer ma radiation des listes et une amende de vingt mille francs, alors même que toutes les affaires judiciaires se rapportant aux différentes malversations, que nous avons pu voir s'étaler dans la presse, avant d'être lamentablement étouffées n'entraînent aucune radiation des listes électorales, aucune privation définitive des droits civiques, ni pénalité d'aucune sorte. Pour cela, il y a des enveloppes budgétaires pourtant bien garnies. Et tout de même, que peut-on dire d'une société qui a remplacé la valeur humaine par la valeur financière ? Je lui ai parlé prélé-

vements obligatoires, que nous devions subir nous aussi, et j'insiste sur ce fait, car tout C.E.S. paye la T.V.A., la C.S.G., le R.D.S. ce qui, à ce niveau, revient ni plus ni moins à leur ôter le pain de la bouche. Vous allez sûrement rire en l'apprenant, mais figurez-vous que leur paquet de nouille ne coûte pas moins cher à l'achat que le vôtre. Seuls les moyens financiers de subsistance diffèrent.

Toujours dans le cours de la conversation, je me suis permis de lui faire remarquer que, lorsque l'on commençait un sauvetage, il pouvait être judicieux de le mener à son terme. Ce n'est pas tout de maintenir la tête de quelqu'un qui risque de se noyer hors de l'eau, si c'est pour, au mieux le laisser couler, au pire (au quotidien devrais-je dire), le maintenir fermement sous l'eau à un même du rivage. Mais il est encore des gens qui pensent qu'après avoir jeté un os à des chiens affamés, on peut le leur reprendre sans risque de se faire mordre. D'incurables optimistes en somme.

A son argumentaire sur la fragilité de situation de ceux qui avaient le bonheur de disposer d'un travail, je n'ai pas eu le courage d'opposer la fragilité générale de ceux qui n'en avaient pas. Je lui ai seulement opposé la loi du nombre. Cette même loi dont il se prévalait quelques instants auparavant. Je lui ai demandé si, en voyant quatre vingt dix neuf abrutis se cogner la tête contre un mur il se sentirait obligé d'être le centième ou s'il saurait ne pas rejoindre le troupeau ? Je lui ai demandé ce qui se passerait si, en cas de mobilisation générale, non pas un, deux ou dix hommes refusaient de se mettre sous les drapeaux, mais deux millions, trois millions ou cinq millions d'hommes répondaient d'une seule voix à leurs gouvernants : *«Vous voulez la guerre ? Vous voulez vous battre ? Allez-y, mais seuls»*. Oui, mais les gens sont lâches. Ils préfèrent trembler et lécher la main qui leur jette leur quignon de pain plutôt que de se lever et de dire : *«Cela m'est dû»*.

Enfin, à sa suggestion de se prendre en charge seuls, sans l'aide de ceux qui ont un travail (et qui, de ce fait, auraient le pouvoir de paralyser l'économie entière), je lui ai démontré qu'à l'évidence, des associations de chômeurs noyautées par des syndicalistes du monde du travail, ne bougeraient pas d'un pouce, pour la simple et bonne raison que syndicats et partis politiques, étroitement mêlés, n'avaient aucun intérêt à ce que se lève une force nouvelle, incontrôlable et d'autant plus dangereuse qu'elle est constituée de gens qui n'ont plus rien à perdre. De toute façon, les syndicalistes ne défendant déjà plus les travailleurs mais quelques intérêts particuliers, ultra corporatistes, il m'est difficile, pour ne pas dire impossible, d'imaginer une quelconque action en notre faveur. Combien cette prédiction allait se révéler exacte quand le mouvement qui fit descendre les chômeurs dans la rue s'acheva dans le fiasco le plus total, tout simplement parce que les syndicats qui appelèrent à la manifestation avaient en leur sein des candidats sur les listes régionales. Alors, évidemment, comment concilier l'intérêt électoraliste et l'intérêt des gueux qui avaient relevé la tête et se mettaient à avoir espoir en un lendemain. Ces mêmes gueux que l'on allait abandonner dans la rue, livrés à eux-mêmes, désormais inutiles et encore plus désespérés qu'ils ne l'étaient avant cette petite bouffée de faux espoir. D'ailleurs que faire avec un minimum d'efficacité ? Procéder à un suicide collectif en place publique ? Entamer une grève de la faim illimitée ? Qui cela dérangerait-il dans la mesure où un chômeur de moins représente une dépense de moin ? De là à penser qu'un bon chômeur est un chômeur mort... Il n'y a même plus un pas, même plus un demi pas.

D'habitude, je me heurte à des portes closes, à de véritables murs, ce jour-là, j'ai eu l'impression de me heurter à un mur capitonné. Et comme j'habite juste à côté d'un hôpital psychiatrique, ce qui me permet d'entendre régulièrement des hurlements qui n'ont plus grand'chose d'humain, j'avoue qu'un frisson m'a parcouru le dos.

Il arrive parfois que l'on ait envie de se coucher dans un coin et de ne plus se relever, comme les animaux fatigués, usés, que nous sommes. Certaines bêtes blessées s'isolent pour mourir. Nombreux sont ceux d'entre nous qui en font tout autant. Combien de suicides de chômeurs ? Mais qu'importe, car il ne sont plus utiles. Mon meilleur ami, chômeur de longue durée, moi-même, avons déjà fait une tentative de suicide. Mais d'autres, en revanche, pourraient bien réagir comme des fauves blessés et sauter à la gorge de leurs exécuteurs. Craignez les émeutes de la faim, les émeutes du désespoir. A moins que, comme cela se produisit à Fourmi, l'on n'essaye les nouvelles armes sur les gueux. Après les fusils Lebel, les chars Leclerc, le porte-avions Charles de Gaulle ? C'est aussi un moyen de vérifier la fiabilité de notre armée et sa soumission au pouvoir politique. On n'y pense peut-être pas encore, mais, il faut craindre les guerres civiles, ces guerres terribles dont on ne guérit pas. Comme pour Tchernobyl, la France ne sera pas protégée par un dôme fantôme. Cette guerre est déjà à nos portes. Craignons qu'elle n'entre.

Ceci posé, comment pourrions-nous avoir l'esprit suffisamment libre pour chercher un emploi quand nous devons nous préoccuper sans cesse de ne pas manquer des choses les plus élémentaires, quand nous devons passer notre journée de guichet en guichet dans toutes les administrations possibles imaginables et la plupart du temps pour rien, pour être reçus comme des chiens dans un jeu de quilles, par des fonctionnaires zélés dont l'une déclarait encore dernièrement, à l'A.N.P.E., sans la moindre honte, en s'effondrant sur une chaise, dès huit heures du matin : *«Je suis découragée»* ? Et nous alors ! Comment, alors que vous n'espérez plus rien, que vous êtes fatigué(e) au-delà de toute expression, pouvez-vous vous présenter devant quelqu'un et lui dire : *«je cherche du travail et je suis la personne qu'il vous faut»* ? Cela suffirait-il, d'ailleurs ? Dotée d'une superbe attestation de travail, dans laquelle tous les éloges possibles me sont décernés, je n'en suis pas moins au chômage et mon employeur ne m'a pas gardée parce que même au S.M.I.C., à bac + 5 je lui reviens à trop cher. Employée comme Contrat Initiative Emploi, je lui rapportais mille francs de prime mensuelle, un abattement de la quasi-totalité de ses charges patronales et je recevais le S.M.I.C. pour un poste de chercheur en histoire, travail pourtant très spécialisé. Mais voilà, un emploi-jeune ne coûte que 5% de son salaire à une association, les 95% étant réglés par les diverses collectivités. Comment lutter ? Fi de l'expérience. Et lorsque l'on se rend à l'A.N.P.E. pour consulter les annonces, on a le bonheur de ne trouver que des propositions d'emplois-jeunes et de C.E.S. Que faire lorsque l'on n'est pas chaudronnier, coiffeur ou cadre commercial ? Comment lutter contre les bénévoles qui font le même travail que vous, mais ne demandent pas de salaire parce qu'il en ont déjà un grâce à un autre emploi ?

Aussi me conseille-t-on régulièrement de passer le salvateur concours administratif. Ce fameux concours qui vous reconnaît l'aptitude au travail si vous le décrochez. Que faire, là encore, lorsque l'on n'est pas assez souple pour se couler dans le moule ? Que dire, d'ailleurs, de ce système de concours ? Contrairement à une idée fortement ancrée dans les esprits, jamais un concours ne tire l'esprit vers le haut. Il mesure simplement sa capacité à la conformité. La conformité est-elle un gage d'intelligence, de compétence ? Toute la question est là. Une société qui promeut la sélection n'est-elle pas plutôt une société qui se suicide ? En effet, la conformité écarte aussi l'initiative, l'imagination qui devrait nous permettre d'aller de l'avant au lieu de stagner aussi lamentablement que nous le faisons depuis des dizaines, sinon des centaines d'années. Ces concours ont été mis en place dans une société qui se protégeait de l'originalité et se confinait dans son confort, dans son ronron, ce que l'on a appelé la bonne société bourgeoise. Aujourd'hui, nous en crevons par souci de ne nous distinguer en rien afin d'être intégré dans le cortège funèbre qui accompagne notre belle civilisation à son dernier séjour, qui rejette à ses marges les meilleurs de ses éléments.

Ironie, c'est la génération qui suscita sa pauvre révolution bourgeoise de 1968 qui nous conduit sur cette voie desséchée. Cette génération qui est sans doute la plus égoïste de ces derniers siècles, qui revendiqua le droit à son plaisir, à la consommation, qui hurlait *«faites l'amour pas la guerre»* et sacrifie aujourd'hui ses enfants à la guerre économique, une guerre tout aussi meutrière que les autres. C'est cette génération qui voulait dénoncer on ne sait quoi, qui ferme aujourd'hui les yeux sur le feu qui dévore le monde. Et pourtant, c'est aussi cette génération qui portera le poids de la plus lourde culpabilité devant l'Histoire. Cette génération qui s'est dotée de tels moyens de communication et d'investigation, qu'aujourd'hui nous ne pouvons nien ignorer de ce qui se passe sur la planète. Aujourd'hui nous savons et malgré cela, nous ne levons pas le petit doigt. Pire, nous nous lavons les mains, mais cette fois, non pas dans l'eau d'un bassin, mais dans le sang.

Cette société est parvenue à un stade tel que je ne peux manquer de faire référence à Brecht, lorsqu'il décrit la chape de plomb et de sang qui s'abat sur l'Allemagne après la défaite. En effet, alors que ce peuple se réveille de ce qu'il croit être un cauchemar, chacun tente de se dérober au fardeau d'une responsabilité commune qui, soit dit en passant, s'étend également à la France collaboratrice. Et l'une des excuses les plus communément évoquées alors est celle du respect obligatoire de la réglementation par tout bon fonctionnaire et l'ignorance de ce qui se passait réellement. Et pourtant, à y regarder de plus près, l'homme qui entretenait les rails, celui qui maintenait la pression dans la machinerie de la locomotive, le conducteur du train, celui qui fermait les portes des wagons, l'homme qui tapait la liste des prisonniers, des déportés, celui qui apposait le cachet administratif nécessaire au bas du formulaire non moins nécessaire, celui qui détournait la tête au passage du train, l'homme qui se taisait, simplement, celui qui ravitaillait la locomotive en eau et entretenait la machinerie, le garde-barrière qui abaissait les barrières au passage à niveau, chacun de ces hommes, chacune de ces femmes, qui ont accompli leur travail, comme tout bon robot saurait le faire, sans discuter, sans se révolter, parce qu'un fonctionnaire ne doit pas réfléchir, oui, chacun d'eux, à son niveau, est aussi coupable que celui qui a donné l'ordre d'anéantir un peuple. Chacun d'eux est coupable de complicité, ne serait-ce que par son silence. Vous êtes tous coupables, et nous, nous le sommes de nous taire et de vous laisser faire.

(A suivre)

Marches européennes contre la précarité et l'Europe forteresse - 29 mai à Cologne

Un Train Gratuit pour Cologne !

Le 29 mai prochain aura lieu à Cologne une manifestation européenne contre le chômage, la précarité, les exclusions et le racisme. En effet, les 3 et 4 juin se tiendra à Cologne un sommet des chefs d'Etat européens, puis le 19 juin un G8 qui regroupera tous les décideurs mondiaux. Face à l'Europe des exclusions et de la précarité qui sera discutée lors de ces sommets, cette manifestation sera l'occasion de revendiquer une Europe sociale, solidaire et ouverte. Elle sera le point de convergence des «marches» venant des quatre coins du continent.

Nous voulons pouvoir compter sur nos dix droits !

Au travers de la revendication de la gratuité des transports, c'est pour l'accès de toutes et tous, sans condition d'âge ou de nationalité, à la satisfaction de ses besoins, au respect de ses droits que nous nous mobilisons : logement, éducation, énergies, santé, transports, loisirs, culture, droit d'exercer le métier de son choix, droit à la formation, droit à un revenu garanti déconnecté de l'emploi, etc.

Faire campagne pour un train gratuit, c'est montrer qu'il est possible de prendre nos affaires en main, de refuser l'assistanat. Nous ne serons plus invisibles, le développement de la précarité appelle un changement radical de la redistribution des richesses que nous contribuons à produire.

Un train gratuit pour Cologne
Pourquoi ? Comment ?

L'initiative Cologne 99 a lancé dans chaque pays européen une mobilisation autour des revendications des sans-droits. En effet, les évènements qui pourront être créés avant la manifestation de Cologne le 29 mai doivent permettre de mettre en avant les différentes luttes qui nous unissent. Dans ce cadre, la manière de se rendre à Cologne, tout comme l'agitation locale qui précèdera le 29 mai, est aussi importante que la réussite de la manif* en elle-même. C'est le principe des «Marches». Ceci est d'autant plus essentiel que le mouvement des chômeurs et précaires a cette année été privé du moyen d'expression qui a su le populariser et lui permettre d'exister : les occupations. En jouant la carte de la répression directe et des évacuations sans délai, le gouvernement a compris qu'il nous retirait notre arme principale et a réussi à noyer la contestation, celle-ci ne trouvant plus d'espaces où se faire entendre. Nous nous devions donc de faire preuve d'imagination pour contourner ce nouvel obstacle à notre lutte légitime.

Les axes revendicatifs de la campagne

1. La revendication de la gratuité

Au travers de la gratuité des transports, un des points constamment souligné par les mouvements de chômeurs et de précaires est la volonté de garantir à toutes et tous la possibilité de se déplacer sans conditions.

C'est questionner la notion de service public à l'heure où l'usager d'antan est aujourd'hui classé comme client, à l'heure où la société à deux vitesses organise un service public à deux vitesses également : quel accès pour les précaires à la santé, à l'éducation, au transport, au logement, etc... Réclamer la gratuité c'est avancer vers une société au sein de laquelle sont pris en compte les besoins des populations et où tout est mis en oeuvre pour les satisfaire, pas pour en trer quelque profit.

2. La liberté de circulation

Les trains gratuits pour Cologne, qu'ils partent de l'état français ou d'ailleurs seront des trains «brise-frontières». Comme le souligne l'intitulé de l'appel des marches européennes, le rendez-vous de Cologne 99 met en avant la lutte contre l'Europe forteresse et la xénophobie. Voyager sans ticket bien sûr, mais aussi sans papier, pour marquer notre totale solidarité avec les immigrés extra-communautaires qui subissent toujours plus le cycle de la précarité, de la répression et des expulsions.

3. La mise en place d'un rapport de force

Concrètement, sur la ville de Nantes, un comité s'est créé autour du Scalp-No Pasaran, du comité de chômeurs et précaires CGT 44, de la CGT intérimaire, des intermittents du spectacle et des indépendantistes bretons d'Emgann. Le collectif AC ! est en phase de rejoindre la dynamique lancée voici un mois déjà.

A notre actif, la diffusion la plus massive possible de tracts évoquant nos revendications mais également plusieurs actions et activités publiques. La principale action a été dirigée vers la SNCV et notamment sa direction. Après une brève occupation d'une agence commerciale le mardi 16 mars, nous nous rendîmes dans les locaux de la direction régionale ou nous fûmes finalement reçus par la chef de cabinet du dirlo. Notre intention d'avertir dès à présent la SNCF de la campagne à venir et de notre exigence de la gratuité nous est apparue incontournable. Marquer le plus rapidement et avec le plus de force possible notre présence, notre existence. Les précaires s'organisent et sont prêts à franchir un pas supplémentaire dans l'exigence de la gratuité des transports. Cette fois-ci, nous ne nous limiterons pas à occuper les voies en signe de protestation, comme à l'accoutumée.

Puis, c'est évidemment vers les cheminots que se dirigèrent nos pas. Déjà au courant de l'existence de notre collectif par voie de tracts massivement diffusés lors de la manif' CGT pour l'emploi et la réduction du temps de travail (RTT). Excellent accueil de la part des cheminots syndiqués CGT. En effet, si pour eux se battre contre la précarité au sein de leur boîte revêt les couleurs du combat syndical pour les titularisations, contre les licenciements, pour la défense de leurs conquêtes sociales et la RTT sans flexibilisation, ceux-ci entendirent parfaitement le fait qu'en tant que regroupement de précaires et de chômeurs nos revendications puissent aller au-delà, voire être différentes et spécifiques.

Richard schwarz
Collectif «Un Train Gratuit pour Cologne» - Nantes

Conflit social chez GAD
Insoumission pour le respect

Après la rencontre du mardi 27 avril de son porte-parole aux affaires sociales avec les travailleurs et syndicalistes CGT des abattoirs GAD de Lampaul-Guimiliau, Emgann a apporté son soutien aux travailleurs en lutte depuis plusieurs jours, pour de justes revendications.

C'est le message de soutien de notre mouvement Emgann, transmis aux travailleurs en lutte à l'abattoir Gad de Lampaul-Guimiliau dont la presse locale a omis de faire paraître.

Après plus de dix jours de grève, les travailleurs reprenaient le travail en ce début du mois de mai, le cœur serré, car malgré des avancées, le compte n'y est pas même si des salaires ont augmenté de 100 F à 200 F suivant les coefficients, alors que la revendication était de 250 F pour tous, l'arrêt des sanctions, la promesse de futures discussions, cela ne doit pas nous faire oublier que Gad, malgré le 21ème siècle qui se profile est un véritable bagne des temps modernes.

Salaire de misère, cadences de travail infernales, des horaires inadaptés, des journées rallongées, des heures supplémentaires impayées, une maîtrise plus proche des méthodes de kapos, que pour un véritable dialogue social, des chefs zélés, comme ce chef des services transport dont je tairais le nom, qui en 96 n'a pas hésité lors d'un conflit (encore) à forcer un piquet de grève, blessant un travailleur, ou comme ce chef, dit des relations humaines (FARGEAS) qui n'a qu'un seul but, la productivité et le profit, aux dépens de la santé des travailleurs et de leur bien-être, aujourd'hui Gad est obligé de faire son recrutement jusque dans la région rennaise, car dans le pays Lampaulais les gens savent ce qui les attend en franchissant les portes de cet abattoir.

Pour toutes ces raisons, Emgann apporte encore une fois de plus son soutien aux travailleurs qui luttent pour le respect de l'homme contre l'exploitation éhontée, le profit maximum de quelques-uns au mépris de l'ensemble de la population bretonne, il est dommage que des organisations syndicales jacobines, quelle qu'elle soit, collabore avec ce genre de patronat.

Dès maintenant, les travailleurs bretons doivent mettre en place une véritable structure syndicale bretonne qui n'aura pas à répondre au centralisme, à la justification de quelques permanents syndicaux qui en réalité, freinent un grand mouvement politique. Déjà des centaines de jeunes, de moins jeunes, ont fait preuve d'un grand courage pour leur participation à la marche de l'indépendance, rendez-vous de tous les travailleurs sur les chemins de l'insoumission et de l'indépendance de la Bretagne.

Le Diguerher Reun
Secrétaire National d'Emgann
aux affaires sociales

Skoazell Vreizh : trente ans déjà

L'association Skoazell Vreizh (Secours breton) fêtera ses trente ans les 19 et 20 juin prochains, à Carhaix. L'occasion pour cette institution qu'elle est devenue au fil du temps, de réunir les différentes «générations» de familles de militants, et de militants qu'elle a secourus dans leurs difficultés face à la justice française.

1969 : le bras de fer entre la police française et les militants du FLB se traduit par des vagues d'arrestations et d'inculpations. Il faut organiser la défense, s'occuper des familles désemparées. Une poignée de Bretons, parmi lesquels l'écrivain et journaliste Xavier Grall, le docteur Gwenc'hlan Le Scouëzec, et celui qui allait devenir avocat, Yann Choucq, montent une association, Skoazell Vreizh, Secours Breton. Son but : assurer le soutien moral et financier des inculpés et de leurs familles. Les pionniers de Skoazell Vreizh étaient alors loin de se douter qu'ils venaient de mettre sur pied une formidable machine de solidarité qui, depuis trente ans, sans relâche, a soutenu les générations successives de Bretons impliqués dans des poursuites judiciaires pour des engagements divers et variés : les indépendantistes des FLB-ARB, les Bretons insoumis, refusant de servir l'armée française, ceux de Skol an Emsav revendiquant l'utilisation du chèque en breton, ceux de Stourm ar Brezhoneg «barbouillant les panneaux en français pour réclamer une signalisation en breton», des habitants de Loire-Atlantique se battant pour l'intégrité de la Bretagne historique, contre la propagande éhontée des «Pays de Loire», et depuis 1992, les hébergeants bretons de réfugiés basques, ou encore l'aide et le soutien aux «Menhirs libres», aux militants lorientais poursuivis suite à la manifestation de Guingamp, aux personnes refusant de payer la taxe télé, demandant l'obtention d'une télé en breton en Bretagne, ou encore celui d'un militant retenu par des gendarmes trop zélés lors d'un contrôle routier... sous prétexte d'une condamnation amnistiée depuis des lustres, et encore ce militant dont la voiture était équipée d'un «pistard»... et aussi d'autres soutiens moins spectaculaires, comme celui apporté à une jeune femme désireuse de légaliser son prénom breton refusé à sa naissance par un maire intolérant...

Tout cela coûte cher : en trente ans, Skoazell Vreizh a déboursé environ quatre millions de francs. Des sommes considérables, collectées année après année auprès des Bretons de Bretagne et de la diaspora, le plus souvent avec l'aide de comités de soutien qui naissent et disparaissent au fil des dossiers. Festoù-noz, collectes, tombolas, repas, concerts, tout est bon aux militants pour réunir les sommes nécessaires. Et depuis trente ans, Skoazell Vreizh reçoit chaque mois des dons et des versements réguliers, parfois très modestes, parfois impressionnants, de la part d'anciens condamnés, de sympathisants, de Bretons, d'amis des Bretons, tout simplement, désireux de témoigner de leur solidarité.

L'anniversaire de Skoazell Vreizh sera l'occasion pour tous ceux qui ont été un jour soutenus et pour tous ceux qui ont soutenu l'association de se réunir autour de ses animateurs. Des délégations étrangères nous ont assuré de leur présence (basques, irlandais, corses). Des forums de discussion, des rencontres, des animations, mais aussi un grand repas et beaucoup de musique seront au programme de ce week-end.

Skoazell Vreizh - 30ème anniversaire 19 et 20 juin 1999 à Carhaix

■ **Samedi 19 juin :**

15h : Forum. Cinéma Le Cinédix. Entrée gratuite.
Skoazell Vreizh, 30 ans de solidarité : film, témoignages d'anciens détenus et leur famille, avocats, associations similaires à Skoazell Vreizh de Corse, Pays de Galles, Pays Basque Nord et Sud, Irlande.
21h : Fest-noz. Salle omnisports. Entrée : 35 F, gratuite pour les moins de 12 ans.
Avec : Guillanton-Guénégou, Yec'hed mad, Boulanger-Simon, Bleizi Ruz, Le Vallégant-Lefebvre, Enora-Ivona, Talabao, Crépillon-Le Bigot, An dioul ha peder, Suignard-Lintanf-Robin, Les frères Morvan, Le Corre-Fustec, Diaouled ar Menez, Audran-Mahé, Puillandre-Stervinou, Kroazhent.

■ **Dimanche 20 juin :**

12h : Déjeuner. Les Halles. Menu : 55 F, boisson non comprise (30 F pour les enfants).
14h : Fest-deiz / Concerts. Camping de la Vallée de l'Hières. Entrée gratuite.
Avec : Alain Rouquette, Pipelodenn, Bernez Tangi, Hastan, Liliane et Armelle, Soig Sibéril, Poidevin, Jean-Luc Roudault-Fran May, Douar, Zaïda...
Animations enfants. Stands.

Skoazell Vreizh. Feuteun Wenn. 3, rue Aristide Briand. 44350 Guérande.
Tél. 02.40.42.92.94. 02.40.42.95.20. Fax : 02.40.24.81.38.

Les monnaies celtes du Musée de Bretagne à Rennes

Exposition et catalogue

La ville de Rennes et le CNRS ont uni leurs moyens pour entreprendre un travail scientifique de grande ampleur autour des collections de numismatique celte du Musée de Bretagne. Cette coopération sera mise en valeur cette année par la présentation d'une exposition temporaire et d'un catalogue raisonné, réalisés par Katherine Gruel, chargé de recherche au CNRS, unité «archéologies d'Orient et d'Occident» (CNRS-ENS - Paris) et Eric Morin, conservateur au Musée de Bretagne.

L'exposition sur les monnaies celtes

Musée de Bretagne - Rennes - 23 juin-30 septembre 1999.

Le phénomène monétaire est placé au cœur des activités humaines. La monnaie celte, datée des premiers siècles avant Jésus Christ, est un révélateur des rapports de force politique, de la puissance économique mais aussi de l'imaginaire collectif des populations celtes établies dans l'Ouest de l'Europe. Aussi l'intérêt porté à la numismatique, loin d'être un simple plaisir d'érudit, offre la possibilité de comprendre, parfois de manière surprenante, une civilisation. L'exposition présente une large variété de monnaies en or, en argent ou en bronze, d'une grande richesse documentaire et sollicite l'esprit d'observation du visiteur pour en comprendre le sens. La présentation des techniques de frappe permet de découvrir la maîtrise de l'art monétaire acquise par les divers ateliers de l'époque. Enfin, l'évocation de la figure du numismate est l'occasion de montrer l'évolution des méthodes scientifiques propres à ce secteur de recherche.

Exposition sur les monnaies celtes

Musée de Bretagne - 20, quai Emile Zola, 35000 Rennes. Tél. 02.99.28.55.84. Télécopie 02.99.28.40.17. 23 juin-30 septembre 1999. Ouvert tous les jours sauf mardi et jours fériés, de 10h à 12h et de 14h à 18h. Visites commentées : mercredi et dimanche à 15h. Entrée : 15 F. Chargés de projet : Eric Morin, conservateur au Musée de Bretagne et Katherine Gruel, CNRS.

Le catalogue «Les monnaies celtes du Musée de Bretagne»

Cette publication regroupe et classe une collection de 1 900 monnaies et moulages conservée au musée qui compte parmi les plus importantes dans ce domaine au plan national et international. Des textes de synthèse sur le monnayage celte et sur la constitution des collections du musée complètent l'ensemble.

Les monnaies celtes apparaissent comme l'aboutissement d'un art raffiné, élaboré entre le Vème et le 1er s. av. JC. Les représentations animales et humaines y sont caractérisées par un langage géométrique extrêmement structuré qui constitue une synthèse entre les influences celtiques et méditerranéennes. Ces représentations monétaires sont visiblement liées à l'exaltation de la guerre : armes, boucliers, enseignes guerrières, animaux réputés pour leur caractère belliqueux (aigle, sanglier, cheval...) et semblent exclure les références à l'agriculture et au commerce. Elles référent à des mythes et des légendes celtiques et dégagent une impression de vitalité, de virilité et de fécondité.

Emgann et «La Libre Pensée»

Ce communiqué a été diffusé avant le débat organisé par «La Libre Pensée» à St-Brieuc. Un débat qui tourna court en raison de la présence «active» d'une vingtaine de militants d'Emgann de St-Brieuc et Guingamp.

Nous reproduisons ci-après un texte signé par un «breton bien de chez nous», Edouard Le Moigne, excellent bretonnant lui-même. Ce plaidoyer contre la langue bretonne a le mérite d'être clair. Son rédacteur dit tout haut ce que beaucoup encore pensent tout bas...

Emgann s'étonne que le groupuscule «La libre pensée» s'autorise à organiser une réunion publique le 7 mai à Saint-Brieuc sur le thème «Les dangers de la signature de la charte européenne des langues minoritaires». Cela en dit long sur les intentions de ces gens, défenseurs ardents de la république française, comme on a pu le constater récemment en lisant la prose indigeste et haineuse de Monsieur Le Moigne, dans quelques journaux régionaux. «La libre pensée» se veut moderne, elle n'est que rétrograde.

C'est assez plaisant de voir qu'elle reproche aux défenseurs des langues minoritaires de vouloir instaurer des discriminations, alors que la république française, si chère à «La libre pensée», a depuis longtemps intégré la discrimination, et ce à tous les niveaux de la société. Mais nous n'avons pas de leçons à recevoir de la part des défenseurs de cette république qui a, entre autre, légalisé la double peine pour les immigrés, jeté les Algériens dans la Seine en 1961, organisé la chasse aux réfugiés basques, laissé se développer la précarité et la misère pour faire plaisir au patronat, et accompli de nombreux autres forfaits, comme entre autres l'instauration du terrorisme d'état comme elle l'a encore prouvé récemment en Corse.

«La libre pensée» ferait mieux de raser les murs, plutôt que de venir se pavaner chez nous, où il n'y a pas si longtemps on affublait d'un sabot ceux qui osaient parler breton. Mais c'était là l'expression de la démocratie à la française.

Dans son combat contre les langues minoritaires, «La libre pensée» est bien entourée : à sa droite, les deux Fronts Nationaux, à sa gauche les chevènementistes et autres ringards et porte-flingues du PS. Ils finiront tous par retourner aux poubelles de l'histoire, d'où ils n'auraient jamais dû sortir.

Pour Emgann, le porte-parole adjoint
Ronan Ménardeau

Libre pensée
La langue française est la langue de la République

La Charte européenne des langues régionales et minoritaires est un danger pour la démocratie et l'unité de la République.

Il ne s'agit pas de refuser que les cultures et les langues locales existent, qu'elles soient diffusées et enseignées. Il s'agit de refuser la révision d'un principe : la langue française est la langue de la République.

La Charte au contraire impose que tous les actes administratifs soient rédigés en plusieurs langues. Imaginons un moment ce que représenterait en Bretagne, ne serait-ce que du point de vue du budget des communes et des départements, la nécessité de produire les actes administratifs en français-breton et en français-gallo. On mesure par ailleurs les problèmes que générerait la délimitation des aires géographiques de ces langues. Où placer par exemple Saint-Brieuc ?

La justice pourrait également être rendue dans les langues régionales. On sait que le droit énoncé est d'interprétation délicate, ce qui donne lieu à une ample jurisprudence. Imagine-t-on la situation quand les jugements seront faits sur la base de traductions du code pénal et du code civil ainsi que de la jurisprudence dans les dix-sept langues différentes sur le territoire de la République ? N'y a-t-il pas là un processus tendant à instaurer des justices différentes selon les régions du territoire ?

La Charte dispose aussi que le recrutement des fonctionnaires pourra se faire sur la base de l'utilisation par eux des langues locales, au mépris du principe d'égalité à l'emploi dans la fonction publique. Et où sont les droits du conjoint qui n'entend pas le parler local ?

Vivre, travailler, parler «au pays» ne reviendrait-il pas, en application de la Charte, à interdire dans les faits que des fonctionnaires d'autres régions y viennent aussi travailler ? Quand on sait que des milliers et des milliers de Bretons ne doivent leur gagne-pain qu'en travaillant dans d'autres régions, on a du mal à évaluer les conséquences qu'aurait pour eux l'application de la Charte.

Dans l'enseignement, la Charte prévoit que son application doit se faire au moins dans trois des huit niveaux d'enseignement. Et il faut bien souligner que l'enseignement est prévu «dans» les langues, ce qui est bien autre chose que l'enseignement «de» la langue. On peut comprendre que l'apprentissage d'une langue différente soit source d'enrichissement mais apprendre les mathématiques, l'histoire, les sciences... dans une langue locale comporte sans doute le danger d'accentuer les particularismes. Qu'en est-il d'ailleurs dans un pays comme la Belgique où la partition linguistique conduit aux tensions que l'on sait ? Qu'en est-il par exemple aux Etats-Unis où les parlers locaux : latino, afro-américain, yiddish, acadien... sont le ciment de communautés antagonistes et le terrain des lobbies linguistiques et autres pour lesquels la démocratie est une référence plus que lointaine ?

Ajoutons que la Charte exclut du domaine des langues minoritaires les langues des migrants, pourtant parmi les moins minoritaires d'entre elles ? Sans aucune explication. Ce qui peut donner lieu à diverses interprétations !

Tous les citoyens attachés à la démocratie, à l'unité de la République, à l'égalité devant la loi, l'instruction, l'accès à l'emploi public, doivent refuser la mise en place d'une société de communautés linguistiques, la balkanisation du territoire et exiger que le gouvernement ne signe pas la Charte européenne.

E. Le Moigne, président Libre Pensée 22

Ur film brezhoneg nevez deuet er-maez war ho skrammoù !

E-skeud ugentvet deiz-ha-bloaz Diwan ez eus savet gant skolidi Diwan Sant-Brieg ur firivskeudenn 6 munutenn. An holl glasoù o deus kemeret o ferzh el labour-se, lod gant mezell, lod all gant paper ha mezher, dam all c'hoazh gant toaz-merat. Skoazellet gant tud a-vicher ez eo savet ar firivskeudenn eus ar gwellañ, splann ar skeudennoù, fraezh ar poziou.

Sed amañ un diverradenn arezh :

E-kerz an dilost-hañv ez eus ur plac'h hag ur paotr o c'hoari ar vell. Kouezhañ a ra un aval ha dianket ez eus ur spluzenn ! Beajiñ a ray honnezh a-drugarez d'al loened, diwanañ ha kreskiñ. En em gavout a ray gant loened ha c'hoariefloù a-hed hec'h ugent vloaz beaj er vuhez ken na welo o tont daveti ur c'harr-tan gant forzh 'tousmac'h, hag ennañ... an daou vugel deuet d'o oad, bugale dezho, aet diwar o spered an erivor eus ar garantez a vagent evit ar gwez. Met war evezh e van al loened... Trec'h ha frouezhus e vano ar garantez hag an avalenn.

Kinniget e vez ar c'hasedig klév-gwel, ul liketenn wamañ gant anv ar film, en e voest kalet, goloet gant ur c'hinnig splann ha liv bet luniellet gant dam eus ar skolidi, ha paket pep tra en ur golo mezell treuzwelus.

Priz ar c'hasedig : 45 L/6,86 Euro + frejoù-kas.

Skrivit pe peligomzit da Yann-Varc'h Thorel, Diwan, 19 bali Carnot, 22000 Sant-Brieg. Pgz 02.96.94.51.01.

Yann-Varc'h Thorel, Rener skol Diwan Sant Brieg

Plan académique pour l'enseignement du Breton à l'Ecole Publique

Parents d'élèves de l'enseignement public, nous estimons qu'il est du devoir de l'Etat de répondre à la demande parentale de mise en place d'un enseignement efficace et cohérent de l'enseignement des langues régionales et du breton en particulier.

Nous attendons de l'Education Nationale une politique volontariste à la différence de la politique attentiste actuelle : politique attentiste qui traduit un non-respect de la demande parentale, en constante augmentation, et se mesure par :

- le refus d'ouverture de classes bilingues français-breton dans le 1° degré, faute d'enseignants dans certains départements.
- la non-continuité de l'enseignement bilingue à parité horaire dans les collèges publics.
- le refus de mise en place d'un enseignement de la langue bretonne dans certains collèges.

L'Education Nationale se doit de recruter et former les enseignants correspondants, tant dans le 1° que dans le 2° degré.

Nous demandons à nos élus nationaux et régionaux d'insuffler une politique volontariste dans l'Education Nationale et de doter les Académies de Rennes et Nantes des moyens nécessaires.

Parents d'élèves de l'enseignement public, nous demandons la mise en place urgente d'un plan académique pour l'enseignement du breton dans les écoles publiques.

Div Yezh - Association des Parents d'Elèves pour l'Enseignement du Breton à l'école publique
Div Yezh - 2 ter straed Rosa Le Hénaff - 22110 Rostren - Tél. / Fax : 02 96 29 23 33

Le Drian (PS) et Rohan (RPR) se tenant par le petit doigt à Londres lors de l'opération «Made in Breizh» Après le «laride» à quand la dernière valse ?

«La souveraineté nationale est la meilleure des solutions pour la Corse»

Jean-Guy Talamoni, élu de Corsica Nazione

Ekaitza : *Pensez-vous que le préfet Bonnet soit derrière la destruction de la paillote ?*

Jean-Guy Talamoni : Les gendarmes mis en cause et qui sont d'ailleurs en prison, sont des membres du groupement créé par le préfet Bonnet. Généralement les gendarmes ne prennent pas une initiative mais agissent toujours sur ordre. Par conséquent, M. Bonnet est dans une situation très délicate. Nous pensons également que la question de M. Bonnet n'est pas essentielle. La question essentielle est celle de la politique que M. Bonnet a été chargé de mener en Corse. C'est cette politique qu'il faut changer. Le seul départ de M. Bonnet ne suffira pas. Le gouvernement français doit changer de politique en Corse. C'est une politique totalement irresponsable à base d'arrestations et de coups tordus.

Quels partis composent Corsica Nazione ?

Dans Corsica Nazione, il y a A Concultà nazionale. On trouve également MEI, qui est le mouvement d'idéologie indépendante. De plus, il y a des militants politiques qui ne sont pas dans des organisations mais qui sont adhérents directs de Corsica Nazione. Cela représente un millier de militants. Pour la Corse, c'est beaucoup. Corsica Nazione est la plus grande formation politique, ce que les élections ont confirmé. Nous avons été, à ces élections, la troisième liste, mais les deux autres listes, qui ont eu plus de suffrages que nous, sont des coalitions de plusieurs organisations.

Pouvez-vous nous retracer l'évolution politique du mouvement nationaliste ces derniers mois ?

Ces derniers mois ont surtout été marqués par les élections qui ont vu une percée très significative du mouvement nationaliste d'une façon générale, et en particulier de Corsica Nazione, qui est la seule formation nationaliste à avoir des élus. Nous avons huit élus sur cinquante et un. Ces élections nous ouvrent un certain nombre de perspectives. Corsica Nazione est, aujourd'hui, incontournable à l'assemblée de Corse. Nous sommes en charge d'une commission, celle des affaires européennes, très importante, dont nous avions demandé la création. Nous nous sommes rendu compte qu'au sein de l'assemblée, cette commission a créé un certain nombre de polémiques. Les forces politiques les plus réactionnaires ont accusé la majorité actuelle de pactiser avec les nationalistes qualifiés d'être les «plus radicaux». Notre poids, qui est beaucoup plus conséquent à l'assemblée de Corse, nous a ouvert une perspective de travail très intéressante. Nous avons la possibilité, grâce à cette commission dont nous avons la présidence, de faire passer le message corse à Bruxelles, directement, sans passer par le filtre déformant parisien. C'est une avancée considérable. Nous sommes résolument européens. Nous avions d'ailleurs axé une partie de notre campagne électorale sur la question européenne.

Lorsqu'on vous parle d'«Etat de droit», de «loi républicaine», que répondez-vous à vos détracteurs ?

Nous ne pouvons pas laisser le monopole du concept de République aux tenants de la cause française. Nous leur rappelons que la République, dans sa forme moderne, démocratique et constitutionnelle, n'a pas été inventée en France mais en Corse. Elle a été inventée en Corse par la Constitution mise en œuvre à partir de 1755. Elle a servi de modèle à la Constitution des Etats-Unis rédigée en 1776 et, aujourd'hui, nous disons à ces gens-là que nous ne sommes pas moins républicains qu'eux et que les nationalistes corses sont résolument républicains. C'est un premier point. Lorsqu'on parle d'*«Etat de droit»*, nous disons qu'on ne peut pas qualifier d'Etat de droit un système qui viole les textes internationaux fondamentaux, c'est-à-dire ceux qui sont protecteurs de la personne humaine. Ce que dit aujourd'hui la FIDH (Fédération internationale des droits de l'homme), nous n'avons pas cessé de le dire depuis des années, à savoir que la France viole les traités internationaux garantissant les droits de l'homme. Un Etat de droit commence par le respect de ces textes fondamentaux. Manifestement, il ne s'agit pas du tout d'un Etat de droit mais d'une démarche agressive à l'encontre de notre peuple. Il ne faut pas oublier qu'il y a eu des milliers d'interpellations, des dizaines d'incarcérations, sur le seul fondement de dossiers absolument vides. Nous pensons qu'une telle démarche déshonore la France.

Après le premier tour des élections territoriales, les formations politiques nationalistes se sont retrouvées pour discuter et analyser les perspectives futures. Sur quelles bases sont envisagées ces relations ?

Cette démarche est une priorité absolue. C'est une démarche de réconciliation entre les nationalistes corses. Le soir du second tour lorsqu'il s'est avéré que nous serions représentés d'une manière conséquente à l'assemblée corse, nous avons dit aux autres nationalistes que nous voulions être les élus de tous les nationalistes. Nous offrions de partager cette victoire avec l'ensemble du mouvement national, y compris avec les nationalistes qui n'avaient pas voté pour nous au second tour. Par la suite, il y a eu une réunion où l'ensemble des organisations étaient présentes et un communiqué commun a été signé par tous les nationalistes (...)

Quel est le projet politique de Corsica Nazione ?

Le projet politique est un projet de souveraineté nationale comprenant le droit à l'indépendance. Ce droit à l'indépendance veut dire que nous voulons que les Corses aient la possibilité de choisir leur destin. Nous répétons que nous ne voulons pas imposer aux Corses une indépendance dont ils ne voudraient pas, et plus largement une solution institutionnelle dont ils ne voudraient pas. Nous pensons que les Corses doivent pouvoir choisir, y compris l'indépendance, s'ils le souhaitent demain. Notre projet politique consiste à montrer que dans tous les domaines, la souveraineté nationale est la meilleure des solutions pour les problèmes que rencontre la Corse en matière culturelle, économique, de fonctionnement des institutions. Nous avons une grande cohérence dans notre projet car il est déterminé dans tous les domaines par le principe de souveraineté nationale. Je crois que cette cohérence a été reconnue aux dernières élections.

Plusieurs partis nationalistes ne s'opposent pas à la lutte armée. Est-ce que la lutte armée peut encore être un outil pour le mouvement de libération corse ?

Notre particularité dans le paysage politique corse, et particulièrement nationaliste, est de ne pas condamner la lutte armée. Nous ne voulons pas, à Corsica Nazione, condamner la lutte armée et demander la dissolution de l'organisation clandestine. Nous nous refusons à renvoyer dos à dos la violence de l'Etat français, qui est d'ailleurs condamnée par la FIDH, et la résistance patriotique. Nous disons clairement que la violence politique disparaîtra le jour où les conditions qui l'ont fait naître disparaîtront. Il ne nous appartient pas de parler au nom du mouvement clandestin qui le fait très bien lui-même par les moyens qui sont les siens. En ce qui nous concerne, nous ne condamnons pas les clandestins.

Nous demandons l'amnistie pour les prisonniers politiques corses. C'est une question qui est indissociable de toutes nos revendications et de la solution politique à construire.

Dans un premier temps, nous demandons qu'ils soient reconnus comme des prisonniers politiques. Leurs libérations découleront logiquement d'une solution politique mise en œuvre dans les mois ou les années à venir. Pour l'instant, Paris ne semble pas vouloir changer de politique.

Extraits de l'hebdomadaire politique basque Ekaitza n° 674

SKOAZELL VREIZH

SECOURS BRETON

Comité de soutien aux familles des détenus politiques bretons

Association déclarée conformément à la loi du 1er juillet 1901 (J.O. du 24-1-1969)

Un militant breton de la région de LANNION (22) qui avait déposé une plainte avec constitution de partie civile s'est vu demander au titre de la "consignation initiale" la somme de **30 000 F**.

La "consignation initiale" est toujours demandée pour couvrir les frais d'expertise éventuels. Elle est fixée par le Doyen des juges d'instruction du Tribunal de Grande Instance, sans justification.

La somme de 30 000 F est **très largement supérieure** à ce qui est demandé habituellement. Or, si cette consignation n'était pas versée avant le 2 novembre, l'affaire ne serait pas instruite...

Cette plainte est celle d'un citoyen contre des fonctionnaires de l'Etat dans l'exercice de leurs fonctions : un préfet et un lieutenant de gendarmerie.

Faut-il penser que la justice, en exigeant une telle somme du plaignant qui n'a pas de revenus suffisants, cherche à le dissuader de maintenir sa plainte ?

Cela reviendrait à dire que certains citoyens peuvent se voir refuser l'accès à la justice pour des raisons d'argent...

Or, dans un Etat de Droit - si cette expression a un sens - de même que le citoyen a des droits et des devoirs envers l'Etat, l'Etat a, de son côté, le devoir de protéger le citoyen, y compris contre les abus de sa propre administration. Dans une Démocratie qui se respecte, "les citoyens sont égaux devant la Loi "... Ce principe d'égalité est-il respecté dans le cas précis ?

Pour verser cette consignation inititale, ce militant a dû emprunter la somme demandée à une association d'entraide, **SKOAZELL VREIZH**, *SECOURS BRETON*.

30 000 F = 30 F X 1 000 ...

Nous proposons à tous ceux qui estiment que la Justice doit être accessible à tous d'envoyer un chèque de 30 F à *SKOAZELL VREIZH, 3 rue Aristide Briand, 44 350 Guérande*.

Cette somme leur sera restituée à la fin de la procédure s'ils le désirent.

SKOAZELL VREIZH Feuteun Wenn - 3, straed Aristide Briand - 44350 GWENRANN
Tél / Pel: 02 40 42 92 94 - 02 40 42 95 20 - Fax / Pel: 02 40 24 81 38

Kosovo : le vrai ennemi de la paix, c'est l'OTAN !

Les responsables de la guerre sont bien les américains et leurs marionnettes de l'OTAN ; en effet, il était évident que les Serbes ne pouvaient pas accepter les propositions de Rambouillet.

- C'était des propositions sous forme de dictat US (pour n'importe quel esprit indépendant sensé, c'est déjà un prétexte suffisant pour refuser !).

- Elles allaient uniquement dans le sens de la partie albanaise :

. rétablissement de l'autonomie de la «province»,

. occupation du pays par des troupes de l'OTAN,

. gel de la situation pendant 3 ans, puis... indépendance possible !

Des 6 siècles d'oppression otomane sur les Serbes pas un mot.

Des droits historiques qu'ont aussi les Serbes (qui n'ont pas toujours été minoritaires sur ce territoire) pas un mot !

Aujourd'hui sans renoncer à dénoncer les actes odieux (viols, exécutions sommaires, etc...), il serait plus que temps de revenir à des propositions constructives pour les 2 parties qui ont toutes les deux des droits sur ce territoire.

Il est évident que l'on ne peut demander à 2 ennemis de cohabiter. On ne résoud pas plus durablement un conflit de cette ampleur en humiliant un adversaire que l'on retrouvera irrémédiablement un jour ou l'autre.

Le bon sens demanderait donc d'abord que soient «redécoupées» les frontières de certains états. La moitié nord du Kosovo serait rattachée à la Serbie, ainsi (et conformément aux voeux de l'immense majorité de ses habitants) que la République Serbe de Bosnie. Tout ceci tuerait dans l'oeuf tout envie de revanche des Serbes.

La moitié sud du Kosovo serait rattachée à l'Albanie qui représente de plus en plus la mère patrie pour les kosovars albanais et qui est encouragée par tous les albanais de la région partisans d'une «Grande Albanie».

Malheureusement ces solutions qui seraient viables pour les 2 parties, sont rejetées sous la pression militaire et médiatique des forces d'intervention de l'OTAN, qui n'ont aucun mandat international (hormis le leur !).

Le redécoupage salutaire est rejeté par Clinton, l'impérialiste qui veut continuer à montrer ses muscles de super gendarme autoproclamé, pour s'imposer dans la région. Le redécoupage est aussi rejeté par d'autres pays «va-t-en guerre» européens : Espagne, Grande Bretagne, France qui ont peur d'avoir un jour à «redécouper» leur propre territoire étatique face aux justes revendications nationales de leurs minorités (Ecossais, basques, etc...).

Fulub KADORED

L'expulsion des Albanais était programmée de longue date

Le 7 mars 1937, Vaso Cubrilovic, professeur de philosophie à Belgrade et véritable héros national pour avoir participé à l'attentat de 1914 à Sarajevo contre l'héritier de la maison d'Autriche, publie un mémoire intitulé «L'Expulsion des Arnaoutes» *(Albanais).*

Kosovars fuyant vers l'Albanie

«L'erreur fondamentale des autorités compétentes de l'époque *(après 1918)*, consista en ce que, oubliant où elles se trouvaient, dans les Balkans agités et ensanglantés, elles cherchèrent à résoudre les grandes questions ethniques au moyen de méthodes occidentales. *(...)* Alors que tous les pays balkaniques depuis 1912 ont résolu ou sont en train de résoudre les questions de leurs minorités nationales par des transferts de populations, nous nous en sommes tenus, pour notre part, à des méthodes lentes ou maladroites de colonisations graduelles. Les résultats ont été négatifs. *(...)* Sans aucun doute, la raison essentielle de l'insuccès de notre colonisation dans ces contrées tient à ce que les meilleures terres sont restées aux mains des Albanais. La seule manière possible de réaliser la colonisation massive de ces régions par nos éléments était de s'emparer des terres des Albanais. *(...)* Au lieu de mettre à profit la conception des Albanais eux-mêmes à propos de leur usurpation de la terre, *(...)* non seulement nous avons légitimé ces usurpations, mais, bien pis, nous avons familiarisé les Albanais aux idées de l'Europe occidentale sur la propriété privée *(...)*.

«La seule manière et le seul moyen de refouler *(les Albanais)* est la force brutale d'un pouvoir d'Etat organisé, au sein duquel nous les avons toujours dominés. Si de 1912 à ce jour (1937) nous n'avons pas obtenu de succès dans notre lutte contre eux, nous ne devons nous en prendre qu'à nous, car nous n'avons pas mis à profit ce pouvoir comme il se devait. Il ne saurait être question d'une assimilation de leur part à notre avantage. Au contraire, s'appuyant sur l'Albanie, ils sentent leur sentiment national se ranimer et, si nous ne réglons pas les comptes avec eux en temps voulu, dans vingt ou trente ans, nous serons confrontés à un irrédentisme farouche, dont les signes apparaissent déjà et qui remettra immanquablement en question tous nos territoires dans le Sud.

«Si l'on admet que le refoulement progressif des Albanais à travers notre colonisation lente est sans effet, il ne reste alors qu'une seule voie, leur transplantation en masse. Ici nous avons deux Etats en vue, l'Albanie et la Turquie. *(...)* L'opinion mondiale, surtout les milieux financés par l'Italie, sera bien un peu alertée. Néanmoins, le monde aujourd'hui est habitué à bien pire. *(...)* Quand l'Allemagne peut expulser des dizaines de milliers de juifs et que la Russie transplante des millions d'hommes d'une partie du continent à une autre, le transfert de quelques centaines de milliers d'Albanais ne fera pas éclater une guerre mondiale. *(...)*

«Pour réaliser un transfert en masse, la première condition est la création d'une psychose appropriée, ce qui peut se faire de multiples manières. *(...)* Il reste un moyen que la Serbie a employé de manière très pratique après 1878, et qui consiste à mettre le feu furtivement à des villages et à des quartiers de villes albanaises. *(...)* D'abord envisager l'évacuation des villages, puis celle des villes. Les villages sont plus compacts et c'est pourquoi ils présentent plus de dangers. Ensuite, il ne faut pas commettre l'erreur de transplanter seulement les pauvres ; la couche moyenne et aisée constitue la colonne vertébrale de tout peuple et c'est elle qu'il faut persécuter et transplanter. *(...)* Quand on aura créé la psychose de l'évacuation, il faut faire tout son possible pour évacuer des villages entiers, ou tout au moins des familles entières.»

Le Monde - 22-04-99

Catalogne : lutte pour l'indépendance !

Tous les ans fin avril, les différentes organisations de Catalogne luttant pour l'indépendance multiplient les initiatives pour faire progresser la conscience nationale à l'occasion de la Sant Jordi, patron de Catalogne.

Signalons cette année que outre une multitude d'initiatives locales organisées dans des localités plus ou moins grandes, les jeunes indépendantistes des Maubets-jeunesses indépendantistes révolutionnaires et de la Plateforme pour l'unité d'action (PUA) ont rassemblé plus de 300 personnes à Barcelona le vendredi 24 avril pour une manifestation de rue en faveur de l'indépendance.

Le jour suivant près de 10 000 personnes ont manifesté sur le même thème à Valencia, capitale d'une partie de la Catalogne qui d'après le gouvernement espagnol n'est officiellement pas ... en Catalogne !

Par ailleurs, à cette occasion, le secrétaire aux affaires internationales d'Emgann, Erig Bainvel, a fait parvenir un message de solidarité (en Catalan !) aux différentes composantes de la gauche indépendantiste Catalane (PUA, Moubets, PSAN parti socialiste pour la libération nationale, Comité Catalan de solidarité internationaliste) soulignant malgré les différences historiques entre nos deux natons, la similitude de nos combats pour l'indépendance et le socialisme.

Guyane : Faux projet de parc national pour cacher un vrai P.A.R.C.

(Programme d'Accélération et de Renforcement de la Colonisation)

Rien d'étonnant à cela : l'antenne locale du ministère de l'Environnement, la DIREN-Guyane, refuse d'écouter les naturalistes et les ethnologues et n'a qu'un seul objectif : plaire au lobby colonial mulâtre de Cayenne qui détient 100% du pouvoir du Conseil Général et au Conseil Régional alors que les mulâtres ne représentent que 30% de la population de ce département. Ces mulâtres, véritables «Caldoches» face aux «Kanak» de ce D.O.M. : les Amérindiens, ne voient l'Amazonie que comme un espace inutile qu'il faut soumettre et réduire par la «conquête de notre espace intérieur» selon le mot d'ordre du chef de file des intellectuels créoles, l'historien Serge Mam Lam Fouck, dans son «histoire générale de la Guyane F.» (1996) : il faut «dilater l'espace colonial au détriment de l'espace tribal».

Parquer les indiens d'Amazonie comme leurs frères du Nord ?

En faisant semblant de protéger la nature, la DIREN se met au service de ce programme P.A.R.C. qui rappelle des temps que l'on croyait révolu ! Bien qu'il s'agisse la de l'unique plan forestier tropical du monde que l'on pourrait efficacement protéger, car le seul à dépendre d'un pays riche du Nord, on s'aperçoit - en lisant dans le détail le projet de Parc National décrit dans son rapport de décembre 1996 non encore rendu public - que la DIREN a l'intention de livrer la totalité de cette forêt tropicale au... DEVELOPPEMENT, nouvelle marotte des politiciens locaux. Mis à part deux réserves naturelles (1 760 km²) perdues dans les 88 200 km² de cette immense forêt qui couvre plus de 97% de ce département grand comme le sixième de la France : les réserves des Nouragues et de la Trinité.

La DIREN n'a pas l'intention de protéger la nature amazonienne contre le développement. Au contraire : tout doit être sacrifié aux appétits des «aménageurs» selon deux versions :

1. La version «hard» : dans les 50 000 km² de la partie nord de la forêt : le développement pur et dur, selon les habitudes rapaces de l'affairisme effréiné. Le développement «normal» en quelque sorte...

2. La version soft : dans les 30 000 km² de la partie sud de la forêt : le développement... durable, un développement contrôlé pour durer plus longtemps, en prenant quelques précautions, mais que dans la mesure où ces règlements ne nuiront pas à la compétitivité des entreprises, notamment les entreprises touristiques.

Développement «dur» dans le nord, et «durable» dans le tiers-sud (jusque-là protégé par un arrêté préfectoral qui, depuis 1970, interdisait toute pénétration humaine, surtout touristique, pour «respecter le mode de vie des populations indiennes» disait le Préfet dans les «considérants» de cet arrêté).

Tel est le programme (le P.A.R.C. !) de la DIREN, habilement déguisé sous le nom de «Parc de la Forêt Tropicale Guyanaise» !

La DIREN voudrait boucler rapidement le projet avant que l'opinion publique française et européenne commence à réagir et le présenter au Premier Ministre dès juin 1999. Loin de protéger la nature, ce Parc National, S'IL EST CREE, ne sera qu'un alibi pour faire financer par les contribuables européens de coûteux travaux d'aménagements «infrastructurants» : des routes par exemple, pour aller à la «conquête» du Sud, afin de «rééquilibrer le Nord et le Sud de la Guyane» et des travaux pour «moderniser» certains villages amérindiens afin de les contraindre à se fixer et à vivre «à l'occidentale».

Cette pernicieuse notion d'«équilibre» sous-entend que le Sud devrait être aussi «développé» que le Nord, les populations occidentalisées des deux ou trois villes du Nord devant servir de modèle à l'ensemble de la Guyane. En quelque sorte, les Amérindiens sont traités de «déséquilibrés» nuisant à l'harmonie de l'ensemble !

Pour obliger les Amérindiens à entrer à marche forcée dans la Société de Consommation, la DIREN a trouvé le plus cynique des moyens : lâcher des hordes de touristes qui vont s'empresser d'aller vite voir les fameux «sauvages» pendant qu'il en est encore temps, sachant qu'ils vont bientôt perdre leur «look» exotique et photogenique. L'ethno-tourisme est aujourd'hui l'arme la plus efficace pour répandre l'ethnocide, après l'action des missionnaires.

Pour être sûre de parvenir à ses fins, la DIREN souhaite qu'il soit bien spécifié, dès l'Article Premier du décret de création, que le but de ce Parc National est avant tout d'être placé sous le signe du «développement durable» !

Las, c'était sans compter sur le réveil des associations mérindiennes de Guyane de mieux en mieux organisées et qui prennent conscience de ce machiavélique projet. Elles sont soutenues par des associations écologiques locales et nationales qui sont en train d'allumer un contre-feu en alertant les principaux pays financeurs de l'Union Européenne. Dès que cela se saura, la Guyane risquera de ne plus recevoir une goutte de subvention, alors que son économie artificielle est soutenue à bout de bras par les contribuables d'Europe, comme la plupart des régions dites «ultra-périphériques». Les PAYEURS devant être les DECIDEURS, les Européens refuseront de financer une Guyane qui se préparerait en catimini à livrer sa biodiversité et son ethnodiversité aux appétits cupides des quelques petits hommes d'affaires locaux qui gravitent dans la sphère des politiciens mulâtres des villes du littoral. Ces gens-là sont à des années-lumière de la prise de conscience de l'enjeu du problème mondial de la disparition tragique des forêts tropicales et des peuples autochtones qui les habitent traditionnellement.

Ce devrait être à l'ONU, à l'UNESCO et à une Commission exécutive représentant chacun des ministères de l'Environnement des Etats de l'Union Européenne de piloter au plus vite un projet plus ambitieux qu'un simple Parc National : un projet de Réserve Mondiale de la Biosphère débordant largement les limites de la seule Guyane, dans toute cette partie nord-est de la Forêt Amazonienne, au lieu de laisser celà entre les mains d'une obscure succursale départementale du seul ministère français de l'Environnement, succursale victime des pressions des politiciens locaux et du lobby des industriels miniers et forestiers de Guyane.

Il faut faire vite et empêcher pendant qu'il en est encore temps la réalisation de ce projet désastreux de Parc National, d'autant plus qu'au lieu d'être situé là ou le souhaitent les naturalistes car la nature est là bien plus riche, dans les 50 000 km² inhabités de la partie nord de la Guyane, il est prévu pour des raisons inavouables dans les 30 000 km² du sud, habités par les Amérindiens.

Dans l'immédiat, faites savoir au ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, 20 avenue de Ségur. 75302 Paris 07 SP (tél. 01.42.19.20.21., fax 01.42.19.18.35.) : aux ONG de défense des peuples indigènes comme SURVIVAL INTERNATIONAL, 45 rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris (tél. 01.42.41.47.62., fax 01.42.45.34.51.) ou ICRA, 236 avenue Victor Hugo, 94120 Fontenay-Sous-Bois (tél. 01.48.77.86.02., fax 01.43.94.02.45.) et à GREENPEACE (Ludovic Frere, chargé de Mission Forêt), 21 rue Godot de Mauroy, 75009 Paris (tél. 01.53.43.85.85., fax 01.42.66.56.04.) que vous êtes absolument contre l'abrogation de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1970 qui protège jusqu'à maintenant les trois ethnies amérindiennes dans les 30 000 km² du sud de la Guyane, abrogation demandée par l'antenne guyane du ministère de l'Environnement pour rendre possible l'application de la loi de 1960 sur les parcs nationaux qui stipule qu'un parc doit être d'acces libre, ouvert au public. Si cet arrêté préfectoral est supprimé, feu vert sera donné à l'invasion touristique du «pays indien».

Et ce sera le début de la fin, comme pour beaucoup d'autres tribus désormais en voie de disparition. En Guyane, la protection de l'ethnodiversité est encore plus urgente que celle de la biodiversité.

A vos plumes donc, pour faire savoir votre désaccord !

Thierry SALLANTIN, ethnologue, association de protection de la nature et trimestriel écologique «Le Pou d'Agouti» : BP 194, 97393 Saint Laurent du Maroni cedex, Guyane F.

Européennes : *Boycott des indépendantistes en Guyane, Guadeloupe et Martinique*

Combat Breton s'est déjà fait l'écho des initiatives unitaires entre une dizaine d'organisations indépendantistes de Guyane et de Martinique.

L'une d'entre elles le PKLS (Parti communiste pour l'indépendance et le socialisme de Martinique) avait envoyé un message de solidarité lors de la dernière marche pour l'indépendance organisée par Emgann (cf. Combat Breton 161).

Fin avril, ces mêmes organisations rejointes pour la première fois par le PCG (Parti communiste Guadeloupéen) ont en Guadeloupe affirmé leurs volontés d'organiser le boycott des prochaines élections européennes qui auront lieu le 13 juin.

Au cours de la réunion le recours à la lutte armée pour obtenir l'indépendance a été évoqué, mais a indiqué Luc Reinette ex-leader de l'Alliance révolutionnaire Caraïbe aucune organisation ne l'a prônée.

Le «Yiddishland» invité du Festival de Cinéma de Douarnenez (10-17 juillet)

Gouel ar filmoù

Début du siècle. Europe orientale et occidentale. Dix millions de personnes parlent une langue qui s'enrichit chaque jour, au fil des rencontres avec les autres cultures. La seconde guerre mondiale le fauche en plein vol au-dessus des frontières. Fin de siècle. Dans notre vieille Europe, des hommes s'entredéchirent encore pour quelques arpents de terre. Au nom de symboles éculés. C'est le moment d'accueillir un peuple sans terre, un pays imaginaire qui a pour seul territoire une manière d'être et de penser.

La Bretagne et le Cinéma. Le rendez-vous annuel du cinéma et de l'audiovisuel de Bretagne depuis 1978.
Un lieu de rencontres professionnelles et l'occasion d'une compétition ouverte aux films réalisés dans l'année en Bretagne : fictions, documentaires ou animation.
Sur la Route. Une section transversale de films pour errer, musarder : comment conjuguer road-movies et minorités...
Défense d'oublier. Un «droit de suite» aux causes qui tiennent à coeur au festival : l'Algérie, les sans-papiers, les Aborigènes d'Australie...

Dizoleiñ Yiddishland
Kaset e voc'h er bloaz-mañ d'ur vro n'eus ket bet anezhi war ar c'hartennoù. Ne oa eus ar vro-mañ nemet dre he yezh, ar yidicheg, ganet dreist-holl diwar an alemaneg, skrivet gant lizherennoù hebraek hag a veze komzet eus Bro-Frañs betek Bro-Rusia. Met ouzhpenn o yezh o doa ar yidichegenen o sevenadur, gant o meizounien, o c'hoariva, o lennegezh, hag o sinema. Ur bed e-unan e oa hini ar yidichegenen, gant meur a vod da vevañ feiz o hendadoù, gant meur a gostezenn bolitikel.
A-raok an eil brezel-bed e oant muioc'h eget dek milion a dud o kaozeal yidicheg. Met lazhet eo bet an hanter diouto gant an nazisted hag o c'hendorfedounien. An hanter all a zo bet strewet dre ar bed e meur a vro. Koulskoude n'eo ket aet da get nag ar yidicheg a vez c'hoazh kaozet, skrivet ha kelennet, na sevenadur ar yidichegenien he deus c'hoazh ul levezon vras, nemet war ar sinema amerikan e vefe. Na c'hortozit ket eta, deuit ganeomp d'ober anaoudegezh gant bed ar yidichegenien !

Glenmor - An distro

Piv, gwelloc'h eget Glenmor, en deus karet ha kanet a-hed tragont vloaz, hon douar, hor bro, gant he bravenez hag he stourmou, ha lakaet da c'henel e kalonou Breizh ar garentez-vro ? N'hell ket an teñzorioù-mañ ankouaet, miret e saliou poultrennek un tr-embann parizian : d'ar barzh e-unan int da gentañ, hogen deomp-ni holl ivez, en hor c'hengoun-pobl.

Setu perak, hag heñ bev, oa en emgavet e vignoned en dro dezhañ da lakaat war wel e oberenn hag embann ar peb nevesañ gantañ : daou romant a zo deuet 'maez ha div voest, peder fladenn argant enno ivez.

Derc'hel a rimp pennek da adembann e bladennoù (Ur voestad adarre araok fin ar bloaz-mañ ha da lakaat da zont 'maez) e skridou diembann.

Da eil e klaskimp lakaat da voulañ e destennoù diembann gantañ, e bep doare : ramantou, danevelloù, barzhonegou...

Gouzout a reomp e c'hellomp kontañ warnoc'h ivez da enorin e efivor.

Glenmor en 1974

CD An Distro 1 & 2
«Et voici bien ma terre»
O Keltia, 45, BLY 71402
Les Temps de la colère, 45 BLY 71403
Cet Amour-là, 33 t; SBLY 80.382.2 Barclay
Hommage à Morvan Lebesque, 33 t, BLY 80.425 Barclay
CD An Distro 3 & 4
«Ouvrez les portes de la nuit»
Vivre, 33 t, LDX 74.481, Le Chant du Monde
Princes, entendez bien, 33 t, LDX 74.541, Le Chant du Monde
Ouvrez les portes de la nuit, 33 t, LDX 74.541, Le Chant du Monde
E-dibenn miz gwengolo, 33 t, LDX 74.647, Le Chant du Monde
CD An Distro 5 & 6
Apocalypse
- Tous ces 20 ans déjà, 33 t, LDX 74.695, Le Chant du Monde
- La Coupe des la Mémoire, 33 t, Arfolk SB 403
- Après la fleur le fruit..., 33 t, Escalibur BUR 820
- La Mutualité

«Les derniers feux de la vallée»
Derrière le parcours amoureux du soldat-paysan, se profile le dilemme du justicier : jusqu'où un homme doit-il aller pour garder son âme et que vive sa terre ? Pour que ne s'éteignent les derniers feux de la vallée.
«La Sanguine»
Conte moderne où le héros ressemble comme un frère à son créateur, sans que jamais il y ait véritablement identification. *La Sanguine* dont le propos surprendra et que l'on pourra parcourir comme une histoire rêvée, de belle écriture, invite à découvrir les interrogations de l'auteur : l'être humain est-il véritablement si différent de l'animal et du végétal, et peut-il vivre sans eux ? Et puis sommes-nous si certains de la linéarité du temps, et de l'invincibilité de la mort ?
«La Férule»
Ce troisième roman de Glenmor raconte les aventures amoureuses de Tremeur Rouzig, Breton mais désormais Parisien, qui se complaît dans son existence surchargée de travail et son célibat entrecoupé de conquêtes diverses et passionnées. Mais la férule ramènera Tremeur Rouzig à sa terre qu'il a fuie et qu'il avait pourtant cru à jamais oubliée.
Trois livrets avec double DC

Kevredigezh : Glenmor : «An distro» c/o Fañch Bernard, 6 rue Traverse de la Rive - 29600 Landerne

Aidons l'école Diwan de Nantes

L'Ecole Diwan de Nantes a pu se développer grâce aux 130 donateurs réguliers et à la participation de ses sympathisants aux manifestations organisées par Evit Diwan, le comité de soutien de l'Ecole.

Chaque année, l'Ecole doit subvenir à des frais de fonctionnement toujours croissants : frais d'entretien et de chauffage, frais pédagogiques, frais de personnel (5 aides maternelles). Elle doit aussi remonter sa quote-part à DIWAN BREIZH qui fédère toutes les écoles, colléges et lycée Diwan et qui prend à sa charge les frais administratifs, l'encadrement et la documentation pédagogiques, la formation des instituteurs.

Le salaire des instituteurs est pris en charge progressivement par l'Etat. Les collectivites locales allouent des subventions qui ne couvrent que 1/3 des dépenses de fonctionnement. Le développement et le dynamisme de cette école associative dépend donc largement de votre engagement et de votre solidarité.

Votre soutien peut prendre la forme de prélèvement mensuels, de dons ponctuels en espèces ou en nature (mobilier, ordinateurs, jeux pédagogiques, livres...).

Plus de cent enfants seront scolarisés à l'école Diwan de Nantes à la rentrée de septembre 1999.

L'école a besoin de locaux plus vastes pouvant accueillir une dizaine de classes de la maternelle au CM2. Les enfants des écoles de la Jonelière et d'Auvours seront donc regroupés dans un bâtiment révoné par la Mairie de Nantes, situé au rond-point des châtaigniers.

Diwan Naoned, 104 route de la Jonelière - 44300 Nantes - tél. : 02 40 29 04 15

Dix Artistes pour Diwan Naoned

L'exposition «Dix Artistes pour Diwan» est organisée par l'Association de soutien aux école Diwan de Nantes, écoles bilingues breton/français (implantées actuellement à la Jonelière et rue d'Auvours) et se déroulera du 9 au 23 juin 1999 au Manoir du Parc de Procé.

Christophe Babonneau (BD), Sylvie Béranger (peintre), Serge Doceul (peintre), Phil Journe (photographe), Renéfrance Ladmirault (peintre), Gaëlle Le Bris (peintre), Georges Le Roux (photographe), Georges Perrouin (peintre), Marcel Taillandier (plasticien) et Gerard Voisin (sculpteur) exposeront donc à cette occasion et s'associent à l'Association Evit Diwan en vous remerciant de bien vouloir promouvoir cette exposition.

Fest-noz Diwan Sant Brieg

D'ar **sadorn 12 a viz mezheven 99** e vo aozet fest-noz Skol Diwan adalek **9e noz e Robieg St Brieg**...
Kaset e vo en-dro gant : Strobinell, FMB, Jégou & Corbel, Le Buhé & Le Meut.

Bon courage à Emgann

Suite à la découverte sur la commune d'Ar Merzer en Pen ar Bed, d'une affiche réclamant l'indépendance de la Bretagne, de la part d'Emgann. En cette journée du 7 mai 1999, 2 régions de Grande-Bretagne, le Pays de Galles et l'Ecosse, connaîtront par référendum l'avenir de leurs provinces. Dans cette perspective quelles sont les revendications exactes de votre mouvement ? Une séparation politique et économique de la France ? Quelle place dans l'Europe ? Quelles ambitions avez-vous réellement ? A.R.B.-F.L.B., Emgann même combat ?

Je crois que le thème essentiel qui se dégage d'autant de questions, ne peut être que l'identité avec sa langue et sa culture. Il me semble que la Bretagne se trouve dans une contradiction, je m'explique. La joie que pourrait représenter l'indépendance, la différence avec les autres, notre paysage, nos contes et légendes, la différence avec les autres. En écrivant ces lignes, je pense tout de même à un passé pas si lointain où les Bretons ne pouvaient pas échapper à un monde, sous couvert de l'innocence, de la bêtise, et d'une imbécile cupidité ! (il faut lire le livre «Mémoire d'un paysan Bas-Breton» pour le comprendre, une grande œuvre !). Etant issu d'un milieu agricole je reconnais ici un monde particulier (mais à notre époque le changement est radical, une perte des repères). D'où cette envie de prendre le «large», de connaître d'autres peuples, de découvrir de nouvelles terres, une exception presque bretonne ! (...)

Bon courage dans vos démarches.

A bientôt. Kenavo.

G.P. Plouédern

Recherche de cassettes

Kazetenn ar Vro Plin (magazine parlé sur K7 des années 70) : recherche les n°s 12, 16, 39 et 40.

Kazetenn an 3 c'hanton (magazine parlé bilingue des années 70) : recherche les jaquettes des 6 k7 parues.

Tél. au 01.43.84.36.99. ou écrire au magazine.

Gouel Broadel Pobl Breizh
Fest-deiz e Gwengamp

Aozet e vo ur fest-deiz evit Gouel Broadel Pobl Breizh gant ar Greizenn Sevenadurel «Roparz Hemon» **d'ar sul 13 a viz Even**, adalek 2e30 goude kreisteiz er Greizenn, Plasenn Verdun, Gwengamp.

Lakaet e vo an dañs da vont en dro gant sonerien, kanerien ha strolladoù.

Ul leurenn digor zo kinniget da sonerien ha kanerien.

Le Centre Culturel Breton «Roparz Hemon», place de Verdun à Guingamp, organise un fest-deiz à l'occasion de Gouel Broadel Pobl Breizh (la fête nationale du Peuple Breton), le **dimanche 13 juin 1999** à partir de 14h30.

KEAV - 52[vet] SKOL-HANV
11-17 a viz Gouere - 18-24 a viz Gouere - 25-31 a viz Gouere

KEAV zo ur skol-hañv e brezhoneg penn-da-benn, krouet e 1947, ha dalc'het e Skaer bep bloaz, e dibenn miz Gouere abaoe 1977. Ar bloaz-mañ ez aio en-dro e-pad teir sizhun. Gallout a ra unan en em enskrivañ evit ur sizhun, evit div pe evit teir.

Pemp eur kentel a vez bemdeiz hag ar vuhez diavaez ar c'hentelioù-se a vez e brezhoneg : predoù, kan, pourmenadennoù, c'hoarioù, beilhadegoù, diskuizh, pep tra a vez graet e brezhoneg.

Evit en em enskrivañ eo ret gouzout un tamm brezhoneg eta, bezañ studiet ar yezh e-pad bloaz pe zaou da vihanañ.

Ar sizhun eus an 11 d'ar 17 e vo kinniget ur rummad kentelioù evit ar vrezhonegerien a-vihanik (ar re o deus un anaoudegezh dre gomz eus ar brezhoneg) hag a fellfe dezho deskiñ lenn ha skrivañ. Ar sizhun-se e vo ur gentel pe ziv a bedagogiezh ivez evit an dud a fell dezho kelenn.

Evit gouzout hiroc'h, skrivañ da : KEAV, 22 hent Mouliouen. 29000 Kemper. Pgz : 02.99.53.58.34. pe 02.98.95.59.31.

KEAV : 52ème école d'été en langue bretonne en 1999 à Skaer
11-17 juillet, 18-24 juillet, 25-31 juillet

Chaque jour, il y a 5 heures de cours, mais la vie en dehors de ces cours se déroule en breton : repas, chants, promenades, jeux, veillées, pauses, en breton uniquement.

Cette formule garantit aux étudiants de breton un rapide progrès dans la pratique de la langue.

Un niveau minimum est donc nécessaire : l'équivalent d'une bonne année d'études assidues.

Pour tout renseignement, s'adresser à : KEAV, 22 hent Moulìouen. 29000 Kemper. Pgz : 02.99.53.58.34. pe 02.98.95.59.31.

Ganedigezh

Patrick Corlay ha Rozenn le Sayec a zo laouen da gemenn deoc'h ganedigezh o mab Niall, bet ganet d'an 3 a viz Ebrel 1999 en Alre.

LANFAINS (près Quintin)

Ferme du Petit Village

Samedi 21 août

Grande nuit celtique annuelle en plein air

Avec : FMB
Stone Age
Carré Manchot
Sonerien Du
Merzhin

Renseignements au **02.96.32.44.39.**

Saint Kitts et Nevis

Bravo à notre lecteur ayant répondu le premier à la question posée dans le n° 160 de Combat Breton : «Où se trouve Kitts et Nevis ?»

Voici de quoi éclairer votre lanterne sur Saint Kitts and Nevis, petit archipel de la Mer des Caraïbes à moins de 200 kilomètres au nord-ouest de la Guadeloupe...

Très petit pays de 360 km²... Mais indépendant !!!

Peut-être un jour aurons-nous un siège à l'ONU proche de ces lointains inconnus...

Nom officiel : Saint-Kitts-et-Nevis. Capitale : Basseterre. Superficie : 360 km². Zones urbaines (population) : Basseterre : 17 000 (1990 estimation). Population : 41 000 (1995 estimation). Taux de croissance de la population : 0,8% (1995 estimation). Densité de population : 114 habitants par km². Urbanisation. Population urbaine : 42,4% (1995 estimation). Population rurale : 57,6% (1995 estimation). Espérance de vie : Total : 67 ans (1995 estimation). Femmes : 70 ans (1995 estimation). Hommes : 64 ans (1995 estimation). Taux de mortalité infantile : 24‰ (1990). Total d'alphabétisation : Total : 97% (1980). Femmes : 98% (1980). Hommes : 97% (1980). Composition de la population : Noirs africains. Langue : anglais.

Religions : anglicans, autres protestants, catholiques romains.

Régime politique : monarchie constitutionnelle.

Indépendance : 19 septembre 1983 (vis-à-vis du Royaume-Uni).

Constitution en vigueur : 19 septembre 1983.

Droit de vote : suffrage universel.

Membre de : ACP, C, Caricom, Caribank, FAO, G-77, Bird, CISL, ICRM, Fida, IFRCS, FMI, Interpol, CIO, OEA, OECO, Onu, Cnuced, UNESCO, Onudi, UPU, CMT, OMS, WTrO.

Economie. PIB par habitant : 3 114 dollars (1992). Budget de l'Etat (en millions de dollars US) : Recettes publiques : 103,2 (1995 estimation). Dépenses publiques : 102,6 (1995 estimation). Unité monétaire : 1 dollar (EC$) = 100 cents. Exportations : Industrie mécanique, denrées alimentaires, électronique, boissons et tabac. Importations : Industrie mécanique, produits manufacturés, denrées alimentaires, combustibles. Principaux partenaires à l'exportation : Etats-Unis, Royaume-Uni, pays du Caribbean Community and Common Market (CARICOM). Principaux partenaires à l'importation : Etats-Unis, pays du Caricom, Royaume-Uni, Canada, Japon, pays de l'OECO. Industries et services : sucre, tourisme, coton, sel, copra, habillement, chaussures, boissons. Agriculture : cultures commerciales : canne à sucre. Agriculture de subsistance : riz, patates douces, légumes, bananes. Les ressources en poissons ne sont pas pleinement exploitées. La plupart des denrées alimentaires sont importées. Ressources naturelles négligeables.

Gouel Broadel Pobl Breizh à Lanester

Espace Mandela

12 et 13 juin 1999

Samedi 12 juin
20h30 : Concert Les Clochos
22h00 : Fest-noz : Diaouled ha Peder
Les amis à Fredo
Korriganed

Dimanche 13 juin
14h00 : Concert : Yannig ar Bleiz
16h00 : Danses : Korollerien ar Skorv
18h00 : Concert : Les rats de marée
Restauration - Buvette - Animations diverses

Et c'est gratuit

LA BRETAGNE ET DES ARTISANS

Présence de 20 stands et vente de leurs produits (bijoux, cuir, soie, osiers, girouettes, soupe de poissons, émaux, rostres d'espadon, etc.)

Chansons nouvelles en breton

Lettre ouverte à M. le rédacteur en chef du Télégramme. Censure intégriste ou négationnisme rédactionnel ?

Le 8 mai 1999 a eu lieu au Quartz de Brest une soirée consacrée à la création en langue bretonne. De Bernez Tangi à Glas, en passant par Nolwenn Korbell, Ffran May, Jakez ar Borgn et Per Varie Kerloc'h, le public a pu avoir un éventail de la chanson moderne en langue bretonne. Cette soirée fera date, car elle a permis de démontrer une évidence : quand on lui donne les moyens financiers et techniques accordés à tout professionnel, la création artistique en langue bretonne n'a pas à rougir et elle devient un art majeur qui n'a pas besoin du prétexte de la Tradition pour exister et s'affirmer. Malheureusement il est consternant de constater la récurrence de préjugés inquiétants chez certains faiseurs d'opinion.

Monsieur le rédacteur en chef,

Suite à l'article paru dans votre édition de Brest du lundi 10 mai 1999, «Voix de Bretagne : la tradition se recueille», sous la signature de Mme Nathalie Guyader, je voudrais vous faire part de ma consternation et de ma colère.

En effet, l'article en question prétend rendre compte d'une soirée de musique bretonne *«durant près de six heures»* en omettant la moitié du spectacle, en ne mentionnant qu'une partie des artistes présents et en ignorant superblement les chansons nouvelles et la création en breton. Quel manque total d'objectivité ! (...)

De plus, à propos des *«thèmes employés par la tradition populaire»*, qualifiés de *«thèmes de la vie quotidienne»*, par Mme Guyader, permettez-moi de compatir : en effet, dans la seule partie du spectacle que votre collaboratrice ait retenue, il fut surtout question de viols, de meurtres, de dénonciation d'une fille par sa mère, condamnation et crémation d'une hérétique, massacres guerriers etc. Je m'étonne de la conception du quotidien de Mme Guyader. Je ne saurais que trop vous conseiller de lui confier une mission au Kosovo : vue son attirance pour le morbide, la vie doit lui sembler bien monotone à Brest ! (...)

Per Vari KERLOC'H

Le salon des bières artisanales bretonnes

A l'initiative des associations Enez Du Sant Nazer et Warsav Naoned, s'est tenu le premier salon des bières artisanales bretonnes aux Salons Mauduit à Nantes.

10 brasseurs sur 11 étaient présents, le dernier n'ayant pu au dernier moment, venir à Nantes.

A noter la naissance d'une 12ème micro-brasserie à Sarzeau (56) fin avril.

Bien sûr, ce n'est rien quand nous savons qu'il y avait 75 brasseries en Bretagne au début du siècle.

Mais notre pays produit à peine 2 % de sa consommation, il y a donc encore du chemin à faire.

Rendez-vous est pris pour le 2ème salon l'année prochaine.

Philippe Bonnet (à gauche) président d'Enez Du et Jean-Marc Ayrault, député maire de Nantes président du groupe socialiste à l'Assemblée «Nationale» française !... Patrick Pellen, élu UDB à Nantes

Gouel Broadel ar Brezhoneg

Speied - 23 a viz mae

Spézet
Dimanche
23 mai

Fête Nationale de la Langue Bretonne

Petra eo Gouel Broadel ar Brezhoneg

- Gouel bras ar sevenadur hag ar stourm eo, o lakaat war-wel ar brezhoneg hag an implij a c'heller ober anezhañ bemdez.
- Ur gouel evit an holl : gant hor gwellañ kanerien ha sonerien o reiñ ton d'an hengoun ha da luskoù nevez. Boued spered, gant un diskouezadeg vras, c'hoariva, gouren...
- Un emgav broadel : da vodañ an holl a striv hag a stourm da gas war-raok ar brezhoneg evel yezh ur bobl war sav.
- Ur gouel kouzh ar pobloù-all. En ur bediñ strolladoù diavaez. Granmoun Lele (Kreoliz), Ffran May, Taïfa... Filmoù e brezhoneg...

La fête nationale de la langue bretonne c'est :

- *Une grande fête culturelle et revendicative mettant à l'honneur la langue bretonne dans tous ses aspects de la vie courante.*
- *Une fête conviviale pour tous : avec nos meilleurs chanteurs et musiciens. De la gwerz au rock, des grands groupes internationaux aux meilleurs groupes lycéens du théâtre, des stands culturels.*
- *Un rassemblement national de tous ceux qui travaillent et luttent pour faire de notre langue, celle d'un peuple debout.*
- *Une ouverture sur le monde dans le respect des peuples, des identités, des langues, avec cette année, la Galloise Ffran May, les Créoles Granmou-Lélé, et les Berbères Taÿfa...*

War ar roll - Au programme

Leurenn Glenmor - Abadennoù-Concerts

17h30 - Jean-Luc Roudaut - Ffran May

Un Breton et une Galloise qui font des étincelles pour le plus grand bonheur des petits et des grands.

Le dernier disque «Stered aour» est le 8é de Jean-Luc. Vieille connaissance de Gouel Broadel ar Brezhoneg, est déjà sur les platines de centaines de bretonnants... Tous deux chantent en breton, gallois, anglais et occitan. Chacune de leur chanson apporte son message et sa qualité : sur la Bretagne, la langue, les droits de l'homme et des peuples et de l'Europe de la poésie et des échanges.

Musiciens : Patrick Péron, Eric Liorzou, Christophe Runavot, Loïz Troel, Mikael Cozien, Celestino Lopez.

18h45 - Pat O'May

Quand l'énergie du rock se conjugue aux musiques de Bretagne... L'homme est généreux, le guitariste ne l'est pas moins. Pat distille un rock sensuel et lyrique aux frontières de la musique celtique.

Breizh-America : son dernier album sorti en mars à la Coop Breizh va encore battre des records de vente. A Gouel Broadel ar Brezhoneg, sur la grande scène avec ses musiciens de talent : Jean-Claude Normant (synthé), Jean-Christophe Boccou (batterie-percussions), Stéphane de Vitto (basse).

20h00 - Kristen Nogues

Kristen fêtera sur scène la sortie de son dernier disque «En evor» à Spézet.

Grande musicienne, compositrice, avec un penchant pour les rencontres et expériences musicales, Kristen mène aussi une carrière internationale en soliste et compose pour le cinéma.

Elle sera accompagnée de Gildas Boclé (basse) et Jacques Pellen (guitare).

22h45 - Añjel I.K.

La voix surprenante de Kristen Nikolas, liée à un timbre original centrés autour de grooves, d'une basse, d'une guitare trash, et d'un couple de sonneurs (bombarde et binioù kozh).

Gouel Broadel ar Brezhoneg o tistreiñ da Speied

La groov'-Breizh vient de naître. Pour la 1ère fois en spectacle à Spézet sur la grande scène.

Hervé Guprez (guitare, samples), Kate Clausse (basse, clavier), Gaelle Nicol (binioù kozh), Josik Allot (bombarde)

21h15 - Granmoun Lele

Julien Phileas, ancien ouvrier des quartiers populaires de St-Benoît (Est de l'Ile) est nourri aux sources du Maloya par ses proches, parents et voisins qui chantaient et dansaient toutes les fins de semaine.

Il fonde sa propre troupe en 1977 où ont évolué 13 de ses enfants et sa femme. Compositeur de chansons populaires (plus de 200).

C'est aussi un sculpteur réputé de «Bondiés» qui ornent les koïlous indiens nombreux sur la Côte Est.

C'est l'un des personnages clé de la culture Maloya et Réunionnaise.

Le Maloya : danse de transe, le Maloya s'est enraciné dans la culture des esclaves.

Instruments : le tambour rouleur de basse (tonneau coupé recouvert de peau de chèvre chauffée).

La caïambre, boîte en tige de fleur de canne, à l'intérieur, des graines de cascavelle.

La lobre, arc musical, arrimé à une calebasse séchée.

Longtemps prohibé, voire interdit par les autorités coloniales, puis par les nouvelles élites locales d'après l'esclavage (1848 abolition) cantonné dans les quartiers populaires où s'étaient établis les esclaves et les noirs révoltés, le Maloya a été remis à l'honneur par des militants du parti communiste réunionnais qui en firent un instrument de conquête politique (années 60 à 70 avec notamment Firmin Viry, militant autonomiste).

Avec Firmin Viry, il doit sa vitalité actuelle à 3 autres grandes figures insulaires : Grammoun Lele, Lo Rwa Kaf et Danyel Waro qui ont sorti de la clandestinité ce blues rythmé et chaloupé de l'océan indien.

2 eus an 3 Morvan

0h15 - Taÿfa

Bouquet final étincelant de GBB 1999. Nos kabylo-bretons, celto-berbères seront là avec leur immense talent, leur simplicité, leur militantisme... et la voix exceptionnelle de Farid Aït Siameur, Taÿfa trace un sillon fécond dans la voie des échanges culturels entre peuples et cultures opprimés.

Kabylie-Bretagne, Bretagne-Kabylie, deux peuples, deux histoires, avec il fut un temps un **même colonisateur.**

Kabylie toujours rebelle et revendiquant ses libertés et le droit d'enseigner sa langue et où les meilleurs porte-paroles de son identité, comme Lounès Mahtoub, sont de nos jours assassinés.

Ne gavan ket plijus

Ne gavan ket plijus gwelout maezioù va Bro
O tistreiñ da fraost ha da repu d'al loened gouez.
Ne gavan ket plijus gwelout savadurioù va Bro
O tremen e daouarn an Estren evit un dornad paper.
Ne gavan tamm ebet plijus gwelout kleuzioù va Bro,
- Framm ha stern ar Broioù Kelt, -
Razhet didruez ha diskiant.

Na yaouankiz va Bro o redek d'ar c'hêrioù
Da werzhañ o nerzh ha frankiz o buhez
D'ar marc'her o goupa.
Ne gavan ket plijus gwelout koshidi va Bro
E marvdioù ar c'hêrioù o ouelañ d'o foan gollet
Na mammoù yaouank va Bro
O komz yezh ar mac'her d'o bugaligoù.

Anjela Duval

Leurenn Georges Jouin

A partir de 15h30 :

Talabao. Arnaud Maisonneuve. Meuriad. Ski Valkinstik. Gwenn ha Mona. Naonediz. Cathy, Fanny, Sandrine. Dalc'h Sonj. Mikael Kerne.

Sonioù ha tonioù da zizoloiñ...
Lod all anevezet, ha da respont a stroll...
Sonioù da zañsal gant merc'hed yaouank faro
Strolladou a sav sonioù diouzh an amzer a-vremañ
Tonioù hengounel an indianed.

Sur parking - Gouren

Démonstration - Combats amicaux avec la Fédération Gouren Kerne.

Ski Valkinstik

Musicien précoce (dès 5 ans) Ski a étendu son répertoire au blues et au folk.

Ensuite il se consacre à la musique enchantée de la flûte «Native Américaine». Il en fabrique et est reconnu Maître Luthier, de flûtes en bois de cèdre.

Son répertoire musical apporte une voix nouvelle et émouvante à la flûte, instrument de son cœur.

C'est aussi un militant écologiste reconnu (1er prix de l'environnement de Californie pour son travail sur l'énergie solaire) et d'un prix des Nations-Unies pour son travail humanitaire avec les Indiens Navajos en Arizona.

Kan Bale an A.R.B.

Poent eo stagañ Bretoned
Gant stourm meur ar vro
Poent eo skubañ an oaled
Kempenn an ero
Un deiz e vo sklaer an amzer war henchoù
don ar brezel kuzh

Un deiz e vo loc'hus ha taer Distro Arzhur
war ar marc'h ruzh
Poent eo stagañ Bretoned
Gant stourm meur ar vro.
Dinec'h ha krenn, Bretoned
'vo tenn ar stourmer
En noz 'tarzho kastellioù gweleoù ar gwasker
Na kriz e vo heol an argad

D'ar vourc'hizien ha d'an treitour
Na kaer e vo lac'h an tantad
Da galon Breizh, d'he argadour
En noz 'tarzho kastellioù
Gweleoù ar gwasker
Dinec'h ha krenn, Bretoned
'Vo tenn ar stourmer.

Glenmor

ADKOMANANT - KOMANANT ● Réabonnement - Abonnement

150 L ar bloaz (evit Breizh hag ar broioù sujet d'ar stad c'hall) **170 L** e lec'h all - Skoazell : **200 L** da vihanañ
150 F par an (pour la Bretagne et pays sous domination française) **170 F** ailleurs - Soutien : **200 F** minimum

Anv/Nom .....

Raganv/Prénom .....

Chomlec'h/Adresse .....

.....

Da gas da/A envoyer à : **EMGANN. BP 71 - 22202 GWENGAMP CEDEX**

Notre fax : 02.96.44.09.24

A partir de 16h :

Jean-Yves Le Roux. Soig Siberil. Nolwenn Evenou. Natacha Betzy-Raly. Gwenola Roparz. M.Hélène Le Poupon-Tonnerre. Ifig Troadeg. Mikael Kerne.

Musik ha kan da selaoù sioulig.

Merc'hed ha paotred gant o mouezhioù flour, melkonius pe glac'harus ha wechoù sederoc'h. Ul lodenn diouzh hon sevenadur hengounel eo hon gwerzioù. Gouel Broadel ar Brezhoneg a ra bep bloaz ur plas dereat dezho. Er memes lec'h : telenn Gwenola Roparz hag unan eus mistri bras ar gitar, Soïg Siberil.

Beilhadeg *(veillée avec des conteurs).* A partir de 21h :

Gant kontadennoù ha rimodelloù. Dirak an oaled - Gwendal ha Jean-Marie Scraigne. Gwendal ha Jean-Marie, daou gonteur eus ar gwellañ gouenn, a gaso ac'hanoc'h war hentoù burzudus bed ar gelted kozh, e rouantelezhioù dianav, pe war roudoù ar c'hlaskerien bara speredeg, a rede bro da glask bod pe fortun vad.

Fest-deiz - Fest-noz.
A partir de 15h

Tud. Re an Are. Riou-Ar Balp. Boulanger-Simon. Breudeur Morvan. Cathy-Fanny-Sandrine. Talec-Leclere. 'Bastien Gwern-Lejeune. Dalc'h Sonj. Loeroù Ruz. Marius-Savidan. Poupon-Colas-Le Naour. Puillandre-Stervinou. Brigitte-Marie Laurence. Lozac'h-Scraigne. Le Roux-Troadec. Karma.

Dalc'h Sonj. Ur strollad gwenedeg eus ar c'hentañ jusk ar sonerezh ha mouezh flour ar ganerezh G. Guillant. Tonioù ker plijus da selaou 'vel da zañsal.

Musiciens : Ghislaine Le Guillant (kan). Alain Langlois (guitare). J.Pierre Le Rallic (bombarde). Emmanuel Travers (guitare). Mikaël Seznec (basse).

Tud. La musique de Tud possède une force et une maturité incontestables et c'est tout naturellement que Tud s'est affirmé ces dernières années comme une valeur sûre de la scène traditionnelle bretonne.

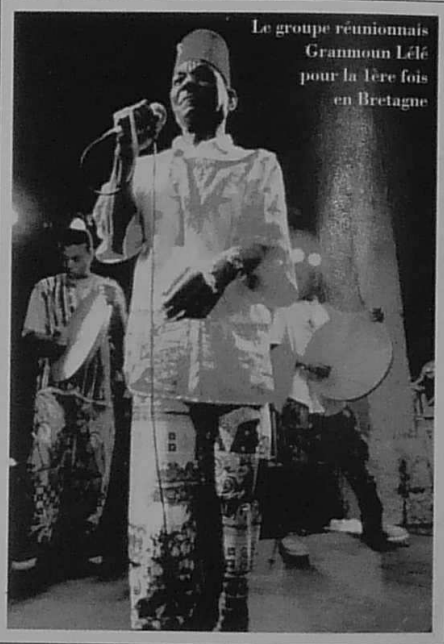
Toute la journée, le bourg et les bars seront animés par des musiciens et le Bagad Karaez se produira dans les rues et sur les places de Spézet.

Filmoù e brezhoneg.

Ar gevredigezh «Sell'ta» gant skoazell Sinematek Breizh a gaso en dro an abardaevezh sinema-mañ avec Sell'ta filmoù e brezhoneg.

Kergaouenneg - Sant Goazeg. Tél. 02.98.26.83.54.

Cinéma en langue bretonne non-stop de 16h à 22h (dans la grande rue).



Le groupe réunionnais Granmoun Lélé pour la 1ère fois en Bretagne

Brezhoneg yezh ar vro

[illegible] bloaz 'zo emaomp o reiñ lañs d'ar gouel-mañ da zifenn ha [illegible] ar Brezhoneg ha da gas waraok **an emskiant vroadel** [illegible] ar bobl.

Daoust m'az eo tommoc'h an dud ouzh hor yezh daoust ma kresk niver ar vugale er skolioù, a zrugarez da ZIWAN, n'eus mann ebet nevez war ar skinwel nag ar skingomz publik - **N'eo ket aotreet hon yezh er vuhez foran.** N'he deus statud ofisiel ebet ha n'eo ket sinet gant ar Frans **karta ar yezhoù bihan.**

Ni fell deomp :

1. **E vefe kelennet ar Brezhoneg** e pep skol ha stummet mistri diouzh an ezhommoù.
2. **Ur statud skol publik da ZIWAN.**
3. **Ur skinwel Brezhoneg hag ur skingomz 'vit Breizh a bezh.**
4. **Ur statud ofisiel evit ar Brezhoneg.**
5. **Lakaat war sav ur politikerezh evit ar Brezhoneg dezhañ da vezañ yezh ar vuhez pemdez.**
6. **Reiñ lañs d'ur galloud politikel gwirion e Breizh.**

Disprizet ma'z omp bet e-pad keit-all, eo deomp da vezañ bremañ blenierien da reiñ buhez d'am emskiant evit ma ne sonjo ket ar Vretoned eo didalvez o yezh met evit ma vo evito **o yezh vroadel dezho.**

Pour la 13ème année, des milliers de gens viendront à Spézet célébrer la Fête nationale de la Langue Bretonne. En cela ***nous voulons promouvoir notre langue*** *et développer la conscience nationale de notre peuple. Malgré une opinion publique favorable, son enseignement ne touche que 1% de nos enfants. Nous n'avons pas de télévision ni de radio publique en Breton.*

Notre langue n'a pas de statut et n'est pas autorisée dans la vie publique.

Nous voulons :

1. ***L'enseignement du Breton*** *dans toutes les écoles et la formation d'enseignants en nombre suffisant.*
2. ***Un statut d'école publique pour DIWAN.***
3. ***Une chaîne télé et un service de radio couvrant toute la Bretagne.***
4. ***Un statut officiel pour le Breton.***
5. ***L'élaboration d'une politique de la Langue Bretonne*** *afin que le Breton redevienne* ***la langue sociale et familiale de chaque jour.***
6. ***Faire avancer l'idée de l'instauration d'un véritable pouvoir politique en Bretagne.***

Après tant d'années de mépris et d'oppression nous devons raviver les consciences afin que les Bretons ne se posent plus de questions sur «l'utilité» de leur langue mais qu'ils la considèrent enfin, comme ***leur langue nationale.***

War leurenn Glenmor

Hommage à Anjela Duval

Poétesse bretonne, mais aussi femme bretonne aux écrits engagés, écologiste avant l'heure, luttant à sa manière pour la reconnaissance de notre peuple, de notre langue et un pouvoir politique breton.

Deux voix, Bernez Tangi et Jakeza Le Lay, rendront un hommage à Anjela en interprétant une dizaine de ses poèmes et chansons.

Bro Gozh ma Zadou

Ni Breizhiz a galon karomp hor gwir vro
Brudet eo an Arvor dre ar bed tro-dro
Dispont 'kreiz ar brezel hon tadoù ken mat
A skuilhas eviti o gwad.

Diskan
O Breizh ma bro
Me 'gar ma bro !
Tra ma vo mor
Vel mur 'n he zro
Ra vezo digabestr ma bro

Ar Vretoned a zo tud kalet ha kreñv
N'eus pobl ken kalonek a-zindan an neñv
Gwerz trist, son dadius a ziwan eno
O pegen kaer ez out ma bro

Breizh douar ar sent kozh, douar ar varzhed
N'eus bro all a garan kement 'barzh ar bed
Pep menez, pep traonienn d'am c'halon zo kaer
Enno 'kousk meur a vreizhad taer

Mard eo bet trec'het Breizh er brezelioù bras
He yezh a zo bepred kan bev ha biskoazh
He c'halon birvidik a lamm c'hoazh 'n he c'hreiz
Dibunet out bremañ, ma Breizh.

Tarifs :
- La journée entière : **120 F**
- A partir de 15h (scène ouverte + concert + fest-deiz + fest-noz) : **60 F**
- Fest-noz : **40 F** (à partir de 21h30).

Organisation / Aozet gant : Association Kan an Douar. Presbital kozh. 29530 Landelo. Tél.Pgz : 02.98.93.93.08. Fax.Plr : 02.98.93.97.27. GBB - Emgann.
Skoazell : Ti-kêr Speied. Kevredigezhoù Speied, Langoned, Louargad, Diwan Plijidi.
Hébergement / Lojeiz : S.I. Speied. 02.98.93.86.03. Camping rustique à 800 m de la fête
Accès SNCF - Hent-houarn : Liaison ferroviaire : Guingamp, Carhaix. Correspondance TGV. Liaison routière. Tél.Pgz 02.98.93.00.01. Fax.Plr 02.98.99.16.43.